

Santé
Quand le crâne
se dégarnit...
page C1

**Personnalité
de la semaine**
Pavel Hamet
page A10



Livres
La bibliothèque idéale
des écrivains québécois
page B1

Hockey



2



5

page S3

La Rive-Sud gravement touchée



À Saint-Constant, sur la Rive-Sud de Montréal, les rues de la municipalité se sont métamorphosées en rivières en quelques heures. Florent Soucy (notre photo) a fort judicieusement ressorti son embarcation de pêche pour porter secours à ses voisins.

La région a reçu un record de 147 mm de pluie en moins de trente heures

RAYMOND GERVAIS

Les pluies torrentielles qui se sont abattues sur le Québec au cours des deux derniers jours ont provoqué hier des inondations dans plusieurs municipalités de la Rive-Sud de Montréal, dont à Saint-Constant, Sainte-Catherine, Saint-Hubert et Châteauguay, forçant des centaines de citoyens à quitter leurs résidences inondées.

Trois autoroutes, notamment

la 15 en direction des États-Unis, la 10 en direction de l'Estrie, et la 30 à la hauteur de la 116, ont été fermées durant une partie de la journée. Dans la région de Montréal, en Mauricie et au Saguenay, plusieurs routes ont été submergées et fermées à la circulation durant une bonne partie de la journée. Un tronçon de la route 155, entre Grand-Mère et La Tuque, a même été emporté par l'eau sur une distance de quelque 15 mè-

tres, creusant un gouffre de plusieurs mètres. Des glissements de terrain ont aussi été rapportés en bordure des cours d'eau.

Plusieurs villages, dont Saint-Roch-de-Mékinac, ont été complètement isolés du reste de la province, toutes les routes y menant

Voir **LA RIVE-SUD** en A2

■ Autres textes et photos sur les inondations en page C11

Les «vedettes» de la SQ

Dans les rangs policiers, les Enquêtes criminelles jouissent d'un statut supérieur et d'une réputation enviable: ce sont les «vedettes» de la Sûreté du Québec, les «vrais» policiers, ceux qui mènent la lutte sur le terrain contre les criminels. Dans la deuxième partie de son dossier sur la face cachée de la police d'État du Québec, le journaliste Martin Pelchat se penche aujourd'hui sur cette «Sûreté dans la Sûreté» dont les membres disposent de moyens bien supérieurs à ceux des autres policiers, et dont le patron, à cause de la fonction qu'il occupe, pourrait bien être le vrai chef de la SQ. À lire en page A6

Pierre Salinger et son dernier scoop

RICHARD HÉTU
collaboration spéciale, NEW YORK

Il y a 30 ans, l'historien Théodore White, chroniqueur des années Kennedy, avait employé les mots suivants pour décrire Pierre Salinger: «Ample dans le geste, vigoureux dans l'élan.»

Aujourd'hui âgé de 71 ans, Salinger n'a guère changé, semble-t-il. En accusant le gouvernement américain de cacher la vérité concernant l'explosion du vol 800 de la TWA, l'ex-porte-parole de la Maison-Blanche sous Kennedy et Johnson et journaliste de renom au réseau ABC a joué gros jeu — on parle de sa réputation, à l'évidence encore formidable —, faisant ainsi preuve d'un courage exemplaire. Ou s'agit-il d'une outrecuidance suicidaire?

Chose certaine, aux États-Unis, les allégations de Salinger ont été accueillies avec scepticisme. Dans son édition d'hier, le *New York Times* a enfoui la «rumeur» en page 26, n'y ayant même pas fait allusion la veille. Dan Rather, lecteur



foi à la version des autorités gouvernementales, selon lesquelles les forces armées du pays n'ont joué aucun rôle dans la destruction de l'avion. Et ce n'est pas sans malice qu'un journal comme le *Washington Post* a parlé hier du caractère «vantard» de Salinger et de l'image pittoresque dont il jouit en France, où il est souvent passé à la télévision à l'époque où il était le correspondant d'ABC dans le pays.

«Il est le Jerry Lewis du journalisme», a écrit le *Washington Post* en faisant allusion au comique américain dont les Français sont ent-

chés — Dieu seul sait pourquoi. Celui qui crée l'événement

Salinger mérite sans doute mieux que cette rebuffade. Il ne manque d'ailleurs pas d'admirateurs aux États-Unis. De l'avis des historiens, il a été un des porte-parole de la Maison-Blanche les plus populaires auprès des journalistes et du public.

Et pas seulement à cause du mythe Kennedy, qui a ennoblé tous ceux qui ont servi le président assassiné. Salinger a du charme: bon vivant, aimant les vins et les cigares, son visage rubicond dominé par des sourcils broussailleux reflète une personnalité joviale.

À la Maison-Blanche, Salinger a fait l'histoire, sous Kennedy, en organisant les premières conférences de presse présidentielles télévisées. Comme journaliste, il a également créé l'événement. Et ce, dès le début de sa carrière. Travail-

Voir **PIERRE** en A2

■ Autre texte en page A4

DENIS LESSARD
du bureau de La Presse, QUÉBEC

C'est une ponction d'un milliard que vise à obtenir le gouvernement du Québec sur la masse salariale des 400 000 salariés des secteurs public et parapublic.

Après avoir amorcé les discussions avec les centrales syndicales par une prise de contact, lundi dernier, le gouvernement Bouchard ne posera aucun autre geste controversé avant la tenue du congrès du PQ.

Mais entre le 25 novembre et les fêtes, un grand nombre de décisions cruciales devront être prises, explique-t-on.

Lundi dernier, à Montréal, le

premier ministre Bouchard a clairement parlé d'un milliard de compressions comme étant la cible attendue du côté de la «masse salariale», a indiqué à *La Presse*, Henri Massé, secrétaire général de la FTQ, présent à la rencontre.

Les «coûts de main d'oeuvre», la nouvelle formule à Québec pour signifier qu'il ne s'agit pas uniquement du salaire, mais aussi de l'ensemble des avantages sociaux — les congés payés par exemple — représentent entre 19 et 20 milliards, près de la moitié des dépenses totales de l'État.

Le milliard de compressions visé par Québec représente grosso modo 5 % de réduction — un résultat similaire à ce qui fut obtenu dans les négociations à Hydro-Québec, que citait encore une fois

Voir **QUÉBEC** en A2

Du chewing-gum contre les otites...

Associated Press
HELSINKI

Les parents qui désespèrent de guérir les otites chroniques de leurs enfants pourraient trouver un remède simple: le chewing-gum.

Dans un article publié vendredi par le *British Medical Journal*, des chercheurs finlandais recommandent en effet de faire mâcher plusieurs fois par jour aux enfants en bas âge des chewing-gums contenant du xylitol, un édulcorant naturel.

«Nous avons découvert que des doses régulières de xylitol diminuent de 50 % la fréquence des otites», explique Matti Uhari, enseignant en pédiatrie à l'université d'Oulu.

Le xylitol, présent dans les tissus de plantes comme le bouleau, l'érable, l'épi de maïs ou la paille, a été découvert en Allemagne au milieu du siècle. Il a commencé à être utilisé comme édulcorant en 1975, des chercheurs finlandais ayant prouvé

Voir **DU CHEWING-GUM** en A2

INDEX

Annonces classées
- Index C5
- Immobilier C5, C6
- Marchandises C6, C7
- Emplois C7
- Automobile C7 à C10

- affaires C10
Arts et spectacles B9 à B13
- horaire spectacles B11
- Faillite C9
- télé-horaire B11
Bandes dessinées C6

Décès C10
Génies en herbe B15
Étes-vous observateur C5
Faillite C9
Horoscope C7
La Jeune presse C12

Laporte Stéphane A5
Le bridge C10
Le monde A8, A9
Loteries A2, A4
Mots croisés B15
Robitaille Louis-Bernard A7

Sciences B15, B16
Têtes d'affiche B14
Tabloïd Sports
- Réjean Tremblay S5

SCIENCES

Tous les enfants d'une même famille
- Page B16

MÉTÉO

Plutôt nuageux.
Max. 6, min. 1
Cahier Sports,
page 16



6 21924 98765 1

GERMAIN LARIVIÈRE
4060, boul. Laurier, Sainte-Rosalie
1 800 363-1336 • 516-8641
Sainte-Rosalie, Montréal
MARCHE À PIED • GRATUIT TOUS LES DIMANCHES DE 10H À 12H

99¢
L'UN BOUGE ? L'AUTRE PAS !

100\$
POUR VOTRE
VIEUX MATELAS

REMISE JUSQU'À
100\$
POUR VOTRE
VIEUX MATELAS

Beautystrest*
Le matelas que pas dérange

Suites de la une

Québec espère arracher un milliard à ses fonctionnaires

QUÉBEC / Suite de la page A1

en exemple le premier ministre Bouchard à l'Assemblée nationale cette semaine. « Il y en a pour qui ce fut 5 %, c'est différent pour d'autres, il n'y a pas de formule sacramentelle là-dedans, ce qui compte c'est le résultat », disait M. Bouchard dans une entrevue accordée à *La Presse* cette semaine.

« Dans le budget de l'an passé, on a coupé 2,5 milliards sans toucher aux coûts de main-d'œuvre. Devant l'ampleur du problème cette année, on ne peut pas ne pas demander à nos partenaires d'examiner ensemble ce pro-

blème », de souligner M. Bouchard. Il se refusait toutefois de confirmer un objectif de compressions sur la masse salariale — « il y a des hypothèses, des fourchettes que je ne veux pas rendre publiques. Je suis ouvert à toutes les formules pour peu qu'elles soient responsables », dira-t-il, convaincu que, comme au Sommet, la solution satisfaisante pour tout le monde sera inventée dans le feu des échanges. Car il compte bien que la chimie qui a permis un consensus inespéré au Sommet de la semaine dernière puisse réapparaître après des discussions ouvertes avec les centrales.

Lundi, en présence des ministres Jean Ro-

chon, Pauline Marois, Bernard Landry et Jacques Léonard, M. Bouchard a, selon les centrales, expliqué que les « coûts de main-d'œuvre » restaient la seule dépense compressible si on voulait éviter les coupes dans les services. Dans l'ensemble Québec compte réduire l'an prochain de 2,6 milliards son budget de dépenses.

Un ou deux p. cent de salaire

Autour de la table, les centrales opposèrent une fin de non-recevoir catégorique à la demande patronale. Chez les stratèges du gouvernement on s'attend à ce qu'une compression salariale de 1 ou 2 % sera nécessaire pour atteindre les objectifs gouvernemen-

taux. « S'ils touchent aux salaires, il vont se casser la gueule, il y aura un mouvement de grève au Québec. Le pouvoir d'achat des employés a baissé de 5 ou 6 % depuis six ans », de lancer M. Massé.

Du côté de Québec, on s'attendait à une réponse des centrales dans les prochains jours, convaincu que toutes seraient sensibles à l'effet néfaste d'une fin de non-recevoir trop brutale dans l'opinion publique.

« Je pense que le gouvernement du Québec a déjà ma réponse, c'est non », a dit Clément Godbout, président de la FTQ, faisant écho à un désaveu public tout aussi catégorique de son collègue de la CSN, Gerald Laro-

La Rive-Sud gravement touchée

LA RIVE-SUD / Suite de la page A1

se retrouvant sous plusieurs centimètres d'eau. C'est toutefois la Rive-Sud de Montréal qui a été la plus durement touchée. Quelque 147 mm de pluie sont tombés sur la région en un peu moins de 30 heures, soit de 5 h vendredi à 10 h samedi. Un record de tous les temps, selon Environnement Canada. Le record précédent remontait au mois de septembre 1975, lorsque 95 mm de pluie avaient été enregistrés à Dorval.

C'est à Sainte-Catherine que la situation était la plus dramatique, où 96 maisons ont dû être évacuées tôt hier matin par les pompiers et le service des mesures d'urgence de la municipalité. Près de 250 personnes ont dû quitter leur logis en toute hâte, laissant tous leurs biens derrière eux.

C'est en chaloupe que Guy Plourde et sa compagne Nicole Bédard ont quitté leur domicile de la rue Croissant-Magellan aux peti-

tes heures du matin.

« C'est un voisin qui a sonné à notre porte pour nous aviser que nous devions quitter notre foyer. Lorsque nous sommes sortis, l'eau envahissait déjà le sous-sol, il n'y avait que quelques centimètres, mais l'eau a monté jusqu'à plus d'un mètre. Nous avions monté à l'étage tout ce que nous pouvions la veille, on savait que quelque chose s'en venait avec la pluie qui tombait », a déclaré M. Plourde.

Ses voisins, Alain Larcher et sa femme Lise Marineau, ainsi que Denis Lévesque et Nathalie Ouellette, ont eux aussi dû quitter en toute hâte leur maison. Tout comme leurs amis, ils ont dû tout abandonner derrière eux.

Hier après-midi, les sinistrés, réunis au centre communautaire, faisaient circuler une pétition déclarant que leurs maisons avaient été inondées à cause du refoulement des égouts.

« Quoi qu'en dise la Ville, l'eau s'est infiltrée dans nos maisons par les égouts et non pas par les fenêtres. La mairesse de Sainte-Catherine, Mme Jocelyne Bates ayant déclaré aux sinistrés dans la journée d'hier que le refoulement d'égout n'était pas la cause de l'inondation des sous-sols, mais un acte de Dieu. C'est important pour nous que la cause du sinistre soit clairement identifiée pour les réclamations aux assurances », a déclaré un des sinistrés.

Peu après 5 h hier matin, la mairesse de Sainte-Catherine a ordonné l'évacuation des résidents du Croissant Magellan, d'une partie du boulevard des Écluses, les rues Talon, Colomb, des Violettes et des Marguerites. Vers l'heure du lunch, les évacuations étaient achevées.

Un centre d'urgence a été installé par la Croix-Rouge au centre communautaire où des repas ont été servis aux sinistrés.

Compte tenu de l'ampleur des dégâts, la

maire Bates a indiqué hier qu'elle avait l'intention de demander au gouvernement du Québec de déclarer sa municipalité zone sinistrée.

Dans la municipalité voisine, à Saint-Constant, moins de gens ont été touchés par les inondations, mais une vingtaine de résidences ont quand même dû être évacuées, touchant ainsi une trentaine de personnes.

Hier après-midi, Louise Poirier, une résidente de la rue Chapais, a pu quitter son domicile grâce à des voisins, Marcel et Laurent Soucy, qui sont venus la chercher en chaloupe. « Il y a plus de deux mètres d'eau dans mon salon, tout flotte, c'est décourageant », a indiqué Mme Poirier.

Jean-Guy Trudeau et Jacinthe Derome sont revenus hier après-midi à leur domicile de la rue Chanteclerc pour y chercher des médicaments pour leur enfant. Encore une fois, c'est en chaloupe qu'ils ont dû se rendre.

Pierre Salinger et son dernier scoop

PIERRE / Suite de la page A1

lant pour le *San Francisco Chronicle*, il s'est fait jeter en prison afin de réaliser une série d'articles percutants sur les conditions carcérales, série qui a mené à des réformes.

Salinger enquêtait sur la corruption chez les Teamsters quand les Kennedy l'ont invité à travailler à la Maison-Blanche. Il a été très près de Robert Kennedy, dont il a dirigé la campagne présidentielle en 1968. Et c'est sous le choc de l'assassinat de ce dernier qu'il s'est réfugié à Paris, où il a écrit le premier de ses neuf livres — des romans, des enquêtes et des mémoires.

En 1978, Salinger est devenu le correspondant du réseau ABC à Paris. Et à l'époque de la crise des otages américains en Iran, il a décroché un des succès les importants de sa carrière de journaliste, réalisant un documentaire — plus tard primé — sur les jeux

de coulisse qui ont mené à la libération des otages.

À contre-courant

En 1988, Salinger a cependant commencé à nager sérieusement à contre-courant. Il a ainsi accusé le gouvernement américain de « cover-up » dans l'affaire de l'explosion du vol 103 de la Pan Am au-dessus de l'Écosse. Selon lui, les responsables de l'acte terroriste n'étaient pas libyens mais syriens et libanais. Si la vérité a été cachée, a-t-il soutenu en s'appuyant sur les démentis des suspects libyens — démentis obtenus lors d'une entrevue exclusive —, c'était pour ne pas nuire aux négociations en cours entre Israël et la Syrie.

Avant de se retirer du journalisme, en 1993, Salinger a également sévèrement critiqué l'intervention américaine dans le golfe Persique — sujet d'un de ses livres —, accusant notamment le président Bush d'avoir précipité une récession mondiale.

À son retour aux États-Unis, Salinger a travaillé pour une importante maison de relations publiques — Burson-Marsteller —, représentant des intérêts américains en Europe et au Moyen-Orient. Il demeure aujourd'hui consultant de cette firme, en plus de représenter d'autres clients, dont la ville française de Lille, qui veut organiser les Jeux olympiques d'été de 2004.

C'est donc coiffé de plusieurs chapeaux que Salinger a renoué la semaine dernière avec le journalisme. Et même s'il maintient ses allégations, tout indique que les informations sur lesquelles il s'appuie sont les mêmes qui circulent sur Internet depuis plusieurs semaines et qui ont été démenties par les autorités américaines.

« J'aime Pierre et j'espère avoir tort, mais j'ai peur qu'il ne soit plus aussi fiable qu'avant », a confié au *Washington Post* un de ses amis intimes, Philippe Labro, vice-président de RTL, le plus important réseau de la radio française.

Du chewing-gum contre les otites...

DU CHEWING-GUM / Suite de la page A1

son effet bénéfique dans la prévention des caries. L'équipe de chercheurs dirigée par Matti Uhari a précisément décidé d'étudier son effet sur la bactérie responsable des otites parce que cette dernière est proche de celle qui cause les caries.

Dans une étude portant sur 306 enfants de deux à six ans de l'école élémentaire d'Oulu, à 610 km au nord d'Élsinki, les chercheurs ont donné à un groupe d'enfants du chewing-gum au xylitol cinq fois par jour pendant deux mois, et du chewing-gum ordinaire aux enfants du second groupe. La fréquence des otites a diminué de 50 % chez les enfants du premier groupe, affirme le chercheur, et la proportion d'enfants infectés était d'un tiers inférieure à celle constatée dans le groupe témoin. « Le xylitol ne détruit pas la bactérie, mais nous avons prouvé qu'il réduit la fréquence des infections », explique le professeur Uhari. « Il semble empêcher les bactéries de s'attacher aux cellules au fond de la bouche pour monter ensuite aux oreilles et provoquer des infections. »

La Presse

Renseignements : 285-7272

Abonnement : 285-6911

Lundi au vendredi de 7 h à 17 h 30

Samedi et dimanche de 7 h à midi

Rédaction : 285-7070

Promotion : 285-7100

Annonces classées : 285-7111

Lundi au vendredi de 8 h 30 à 17 h 30

Décès, remerciements : 285-6816

Lundi au vendredi de 8 h 30 à 17 h 30

Grandes Annonces

Détailants : 285-6931

National, TéléPlus : 285-7306

Carrières et professions,

Nominations : 285-7320

Comptabilité

Grandes annonces : 285-6892

Annonces classées : 285-6900

La Presse est publiée par:

La Presse, Ltée.

7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y1K9.

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de *La Presse* et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations particulières à *La Presse* sont également réservés.

«Envois de publication canadienne -

Contrat de vente numéro 0531650»

Port de retour garanti. (USP5003692)

Champlain N.Y. 12919-1518.



Code du jour
45-7

Dimanche, 10 novembre 1996

LOTÉRIES

La quotidienne

à trois chiffres : 5-2-0

à quatre chiffres : 6-9-0-6

6/49: 7-21-25-31-42-47 Compl.20

avec extra: 247484

CENTRAIDE

21 068 843\$
Merci!
Centraide
du Grand Montréal

493, rue Sherbrooke Ouest, Montréal (Québec) H3A 1B6 tél.: (514) 288-1261
«Moisson Montréal dessert plus de 200 organismes qui servent des repas et remettent des provisions à des milliers de personnes à Montréal, à Laval et sur la Rive-Sud. En 1995, Moisson Montréal leur a distribué 30 tonnes de nourriture par jour.»

JE DONNE, JE CHANGE

DEMAIN DANS LA PRESSE



La meilleure berline sport sur le marché ?

■ Avec l'arrivée de la quatrième génération de la Série 5, BMW a vraiment remis les pendules à l'heure. La première vague nous proposait la 528i dotée d'un moteur six cylindres en ligne de 2,8 litres produisant 190 chevaux. Mais, c'est de la petite bière par rapport à la 540i qui a fait son apparition quelques mois plus tard, constate notre chroniqueur Denis Duquet. Quant à Jacques Gagnon, il consacre sa chronique « Auto-rétro » à Bernard Burns, devenu un spécialiste de la Ford T au Québec.

QUESTION DU JOUR

Le service
InfoBref Bell

Vous voulez vous faire entendre?
Répondez à la question du jour. Pour faire connaître votre opinion, composez le 875-2355; au son de la voix, faites le 220.

Croyez-vous que la politique de la Banque du Canada qui consiste à maintenir des taux d'intérêt très bas va contribuer à relancer l'économie?

Selon Pierre Salinger, le Boeing 747 de la TWA qui a explosé en plein vol le 17 juillet dernier au large de New York a été abattu accidentellement par un missile de la US Navy. Selon vous, cette hypothèse est-elle plausible? À cette question posée hier, le pourcentage des réponses a été:

Oui: 84 %
Non: 16 %



La Presse

PRIX JULIA RICHER

Président du jury : Frédéric Back
Marraine du concours : Anne Richer

présenté par: en collaboration avec:



La Presse

BRODONT

Libre Expression



DICTIONNAIRES LE ROBERT
Toute la richesse de la langue



Tous les enfants du Québec inscrits au primaire sont invités à participer à ce concours de jeune reporter. Individuellement ou en groupe; il suffit de fabriquer un journal de 2 pages recto-verso sur le thème des bélugas. Quatre articles illustrés sont exigés : un sur l'environnement, une entrevue, un conte ou une légende et une rubrique jeux.

Date limite : 14 février 1997

Prix Julia-Richer

6524 rue Chambord, Montréal, Qc H2G 3B9

Renseignements et règlements disponibles:

Sarah Richer (514) 277-6387



La Presse

Le mot du jour
agenda

■ En français, l'*agenda* désigne un « carnet où l'on peut écrire ses rendez-vous et ce qu'on a à faire ». C'est sous

l'influence de l'anglais qu'on utilise ce mot pour désigner le calendrier des activités, l'ordre du jour d'une réunion, le programme d'un événement, ou encore un sujet d'actualité.
— L'ordre du jour de la réunion comprend quatre points.

— On peut se procurer le programme du Festival des films du monde à la Place des Arts.
— Le débat linguistique est revenu à la une de l'actualité (et non à l'*agenda*).

Paul Roux

L'EXPRESS
DU MATIN

Mendiant poignardé

■ Un itinérant qui mendiait hier après-midi en face du 3601, rue Saint-Jacques Ouest, à Montréal, a été victime d'une agression armée. L'homme âgé de 43 ans a été poignardé par un passant qu'il sollicitait. Une bagarre a éclaté entre les deux hommes et le sans-abri a été poignardé à plusieurs reprises par l'inconnu. Le blessé a été transporté à l'hôpital où l'on les médecins ne craignent toutefois pas pour sa vie. Un homme de race noire d'environ 25 ans est recherché en rapport avec cette tentative de meurtre.

Personnes intoxiquées
par l'oxyde de carbone

■ Cinq personnes, dont deux policiers de la CUM, ont été intoxiquées par des émanations d'oxyde de carbone tôt hier matin à Saint-Léonard. L'incident est survenu au 5033, rue Jonquette. Un automobiliste qui avait fait des réparations vendredi soir à son automobile, a mis le moteur en marche pour recharger la batterie. Il a toutefois oublié de fermer le contact. Deux fillettes âgées de 8 et de 12 ans, ainsi qu'une femme de 52 ans, ont été incommodées et transportées à l'hôpital. Quant aux deux agents, c'est en se portant au secours des personnes incommodées qu'ils ont été incommodés à leur tour.

Droque : arrestations

■ Les enquêteurs de l'escouade du crime organisé de la Sûreté du Québec de Saint-Jérôme ont effectué vendredi trois perquisitions dans des résidences situées sur les chemins Colibri, Carrière et Beattie dans la municipalité de Gore. Deux hommes âgés respectivement de 24 et 51 ans, ont été arrêtés. 117 plants de marijuana et 947 plants hydroponiques ont été saisis pour une valeur totale de 201 900 \$.

Brûlée dans son auto

■ À Sherbrooke, une femme a péri calcinée, prisonnière de son automobile en feu qui venait d'être impliquée dans une collision avec un autre véhicule. La victime, dont l'identité n'a pas été révélée, était passagère. Les conducteurs des deux voitures ont été hospitalisés, mais on ne craint pas pour leur vie. La police ignore pour l'instant si l'alcool ou la forte pluie ont pu jouer un rôle dans cette tragédie.

Forte charge

■ Pas moins de 25 kilos de dynamite et cinq bidons d'essence étaient cachés à l'intérieur de la voiture piégée, retrouvée vendredi soir devant le repaire des Hell's Angels, à Saint-Nicolas. Les artificiers de la Sûreté du Québec ont passé toute la nuit de vendredi à hier afin de désamorcer une des plus grosses bombes de l'histoire de la guerre des motards dans la région. « Une charge aussi puissante que celle retrouvée dans la Jeep YJ aurait pu facilement souffler la totalité du repaire et causer de sérieux dégâts », constate Michel Brunet de la Sûreté du Québec.

Tentative de meurtre

■ La police de Montréal recherche un individu d'environ 25 ans soupçonné d'avoir poignardé à quatre ou cinq reprises un itinérant sur la rue Saint-Jacques, dans l'ouest de la métropole. L'incident est survenu vers midi hier à la suite d'une bagarre entre les deux hommes. On ne craint pas pour la vie de l'itinérant qui est âgé de 34 ans.

Un chasseur tue
son fils de 12 ans

■ Un chasseur a tué son fils de 12 ans lorsqu'il l'a accidentellement atteint d'une balle derrière la tête, vers 9 h 30 hier matin. L'incident s'est produit dans la région de Val-des-Monts sur les collines de la Gatineau. Yvon Pelletier, de la ville de Gatineau, ainsi que son fils Mathieu, étaient arrivés en retard pour la chasse au chevreuil et s'apprêtaient à rejoindre un groupe de neuf autres chasseurs. Le jeune garçon marchait devant son père lorsqu'ils ont entendu un bruit qui ressemblait à celui d'un chevreuil. Mathieu Pelletier se serait mis à courir en direction du bruit pendant que son père était aux aguets lorsque le coup de fusil est parti.

Un forcené meurt après avoir été maîtrisé avec du poivre de Cayenne

ÉRIC TROTTIER

Un homme de 29 ans est mort après que des policiers de la CUM l'eurent maîtrisé avec du poivre de Cayenne, hier midi, dans un logement du quartier Pointe-aux-Trembles, dans l'est de Montréal.

L'homme, dont l'identité n'a pas été révélée par la police, venait auparavant d'agresser deux familles avec une seringue, en plus de commettre deux accidents avec sa voiture.

« Quand les policiers sont arri-

vés dans le logement, ils ont découvert un homme agressif ayant un comportement très bizarre. Ils ont tenté de parlementer avec lui, mais ça n'a rien donné. Comme il se montrait toujours aussi agressif, ils l'ont aspergé de poivre de cayenne, mais l'homme ne se calmait toujours pas. On n'a eu d'autre choix que d'utiliser la force pour le maîtriser », a déclaré le porte-parole de la CUM Normand Couillard.

Selon lui, les policiers ont alors appelé Urgences Santé « pour sortir l'homme de l'immeuble en toute sécurité », mais quelques minutes plus tard, le suspect a montré les premiers signes d'insuffisance cardiaque. Les policiers avaient donc déjà commencé les manœuvres de

réanimation quand les ambulanciers sont arrivés. L'homme a été transporté à l'hôpital de Le Gardeur, où son décès a été constaté vers 14 h.

Selon le lieutenant Couillard, rien ne peut expliquer la mort : « Aucun coup de feu n'a été tiré. Tout ce que nous avons fait, c'est employer le poivre de cayenne et la force physique. Nous allons devoir attendre l'autopsie », a-t-il dit.

Chose certaine, affirme le policier, l'homme de 29 ans, au volant d'une Tercel de couleur blanche, avait commencé par entrer en collision avec une camionnette garée rue de Lagachetière, toujours à Pointe-aux-Trembles, avant de vouloir s'en prendre au propriétaire de ce véhicule avec une seringue

et un tournevis. Le suspect a d'ailleurs « piqué » au doigt le propriétaire de la camionnette au moment où celui-ci tentait de l'empêcher de repartir, a dit le policier.

Puis, l'homme de nouveau au volant de sa Tercel, s'est rendu rue Versailles où sa voiture a heurté un arbre. Il est alors entré dans l'immeuble situé au 1911 pour pénétrer par la force à l'intérieur du logement où le drame s'est produit. « Toujours armé de sa seringue, il a menacé la famille (un couple et deux enfants), a bardassé les meubles et a eu une altercation avec le père de famille. La femme a appelé la police et nous sommes arrivés », dit le lieutenant Couillard.

L'enquête a été confiée à la Sûreté du Québec.

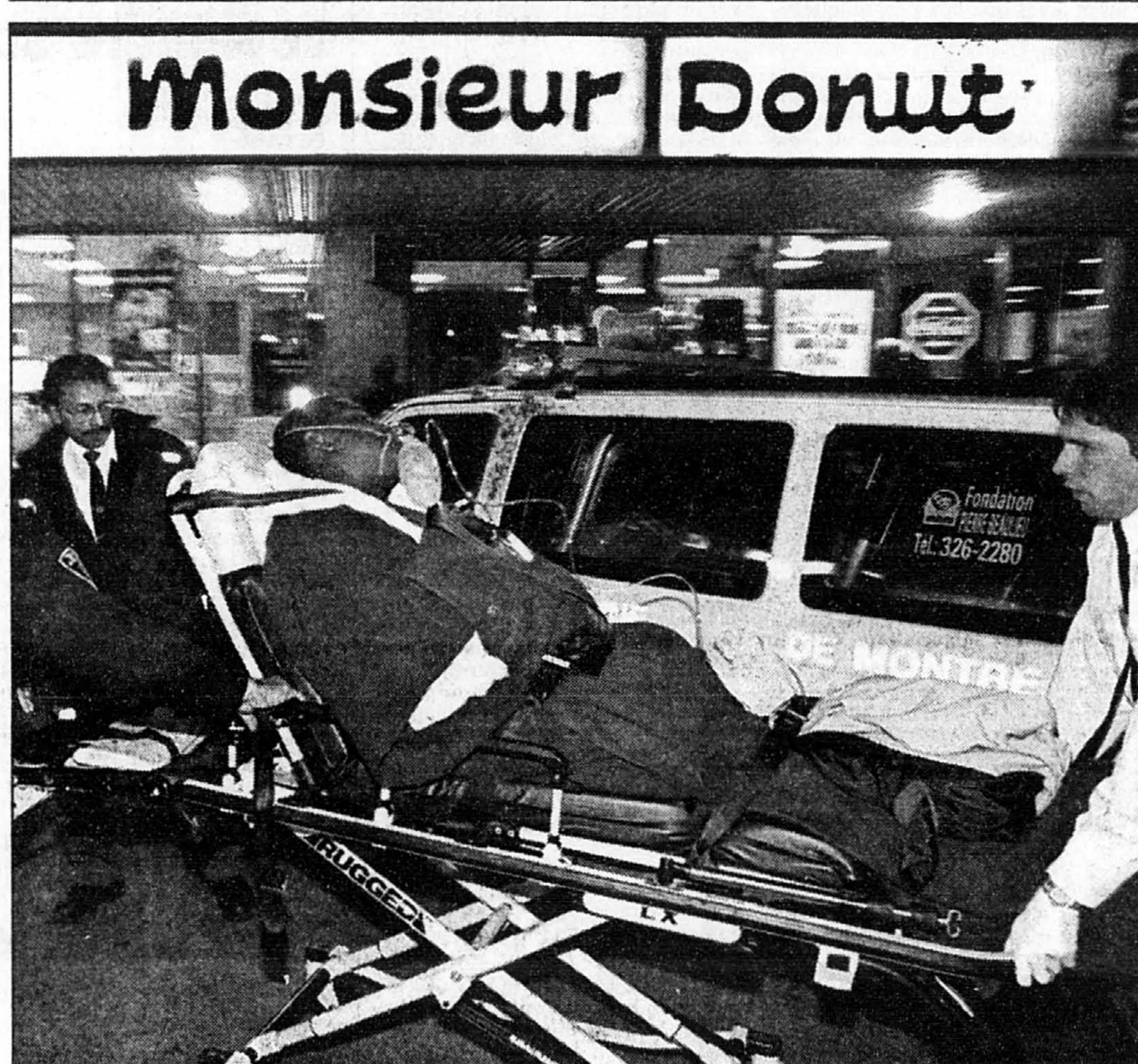


PHOTO PIERRE LOGWIN, La Presse

Double
tentative
de
meurtre

Deux hommes âgés dans la vingtaine ont été victimes d'une tentative de meurtre en début de soirée hier dans le quartier Rivière-des-Prairies. Quatre ou cinq individus ont ouvert le feu sur deux autres qui étaient attablés à l'intérieur d'un restaurant situé à l'intersection des boulevards Maurice-Duplessis et Armand-Bombardier. Les deux blessés, dont un a réussi à prendre la fuite et à se réfugier à l'intérieur d'un Monsieur Donut, ont été transportés à l'hôpital où les médecins ne craignent pas pour leur vie. Une querelle entre gangs semble être à l'origine du double attentat.

Qu'est-ce que la kinésiologie appliquée ?

ÉRIC CLÉMENT

Qu'est-ce que la kinésiologie appliquée ? Cette question, des parents d'élèves de Lavaltrie se la posent depuis que le directeur de l'école primaire Amis Soleils leur a proposé de faire appel à cette « approche alternative » pour améliorer la performance scolaire de leurs enfants.

La curiosité mais aussi l'inquiétude née de la méconnaissance de cette spécialité est compréhensible. La Presse a consulté des dizaines de documents sur le réseau Internet, hier, sans parvenir à cerner précisément ce qu'est la kinésiologie appliquée.

La kinésiologie, ou science du mouvement, est par contre bien connue et enseignée à l'université. Elle consiste à « analyser des attitu-

des et des mouvements normaux et pathologiques du corps humain », comme le font des médecins en éducation physique ou ceux qui s'intéressent à la performance motrice des athlètes.

Mais la kinésiologie appliquée, proposée par l'Institut de kinésiologie spécialisée du Québec à l'école de Lavaltrie, est tout autre chose. La directrice de l'Institut, Patricia Girard, affirme que son approche « Brain Gym », originaire de Californie, « détend » les élèves en difficulté d'apprentissage. Elle dit que ce n'est pas de la méditation ou de l'ésotérisme, même si des mots comme « chakra » ou « énergie tibétaine » sont utilisés dans ses cours.

Il s'agirait du premier essai de cette technique dans une école du

Québec. « C'est aussi une recherche qu'on fait pour voir son impact dans le milieu scolaire », dit Mme Girard. Dans un texte de présentation fourni par Mme Girard, on lit que les enfants apprennent « des comportements homolatéraux » et que la technique va « réactiver les patterns innés visuels, auditifs et moteurs qui rendent les apprentissages faciles et naturels ».

Le professeur Vincent Piette, du département de physiothérapie de l'université Laval, ne connaît pas cet « Institut ». À la lecture de passages du texte, il a trouvé l'information « prétentieuse » et conseille aux parents d'être vigilants.

« L'approche homolatérale, ça fait alternatif, dit-il. Il faudrait se renseigner auprès de l'Ordre des physiothérapeutes ou d'experts du

domaine de l'orthopédagogie ou de la psychopédagogie pour faire valider cette approche. »

Mme Girard assure que les parents n'ont pas subi de pressions : « On les a contactés, on leur a demandé leur permission et on leur a même dit qu'ils pouvaient venir avec leur enfant, dit-elle. Il n'y a rien de caché. On ne remplace pas un médecin ou un psychologue. C'est une approche complémentaire à d'autres. »

Demain soir, les parents d'élèves auront droit à une autre séance d'information à l'école Amis Soleils, mais certains assurent qu'ils mènent déjà leur propre enquête. « Si je constate que Mme Girard est de bonne foi, ça ira, dit Denis Mar-seille, dont le neveu fréquente l'école. Mais si ça met mon neveu en danger, pas question. »

L'Ordre des maronites accusé de fraude fiscale

ÉRIC CLÉMENT

Pour la première fois au Canada, un ordre religieux, en l'occurrence l'Ordre antonien libanais des maronites, d'Outremont, vient d'être officiellement poursuivi, de même que deux de ses administrateurs, pour une fraude fiscale de plus de 2,5 millions.

Si l'affaire dure depuis environ un an, l'enquête de Revenu Canada et les perquisitions effectuées en juillet ont finalement conduit le ministère à porter des accusations contre l'Ordre, un de ses administrateurs, Samir Boustany, de Repentigny, et Ralph Nahas, de Pierrefonds, qui était responsable de la préparation des états financiers.

Il est extrêmement rare que Revenu Canada utilise la procédure de mise en accusation dans ce genre de dossier. La décision prise par

le ministère a pour conséquence d'exposer les accusés à une amende de 100 à 200 % de l'impôt éludé, au lieu de 50 à 100 %, d'ordinaire. De plus, la peine maximale d'emprisonnement, prévue dans ce cas, est de cinq ans au lieu de deux ans.

Il faut dire que l'Ordre logé au 1500, avenue Ducharme, à Outremont, M. Nahas, âgé de 42 ans, et M. Boustany, âgé de 47 ans, sont accusés d'avoir éludé ou tenté d'éluder le paiement d'un impôt de plus de 2,5 millions, pour les années fiscales 1989 à 1994, en émettant de faux reçus officiels de dons de charité pour un montant supérieur à... 13,8 millions de dollars.

Ce ne sont pas moins de 1000 donateurs qui sont concernés par cette fraude gigantesque. Nombre d'entre eux ont réclamé, à titre de dons de charité dans leurs déclara-

tions de revenu T1, un montant supérieur au don réel. Revenu Canada affirme que la plupart de l'argent versé par les donateurs n'était pas envoyé au Liban, tel que l'indiquent les états financiers de l'Ordre.

Même si les trois accusés comparaitront le 7 janvier au palais de justice de Montréal, l'enquête n'est pas terminée car des poursuites seront aussi intentées contre des donateurs, parmi lesquels il y a des médecins et des avocats, selon Revenu Canada.

L'avocat de l'Ordre, Me Albert Malouf, a déclaré la semaine dernière que les accusations portées par Revenu Canada seront contestées « très vigoureusement ». Les empreintes digitales de Ralph Nahas, un membre de la Corporation professionnelle des administrateurs agréés du Québec, et de Samir

Boustany, un employé de l'Hôtel-Dieu de Montréal, seront toutefois prélevées dans les jours qui viennent, précise-t-on à Revenu Canada.

Selon le ministère fédéral, des prêtres de l'Ordre suspectés d'avoir pris part à la fraude pourraient être accusés mais ils sont repartis au Liban. L'Ordre a actuellement toujours le droit d'émettre des reçus de dons de charité mais il devrait perdre prochainement cette accréditation d'organisme de charité, assure-t-on.

Le patriarcat maronite existe au Liban depuis l'an 685. Il y a environ 25 000 adeptes de l'Ordre chrétien de Saint-Maroun dans la métropole. En janvier dernier, la communauté maronite de Montréal avait été stupéfaite d'apprendre que l'Ordre faisait l'objet d'une enquête pour fraude.



Le leader libéral Joe Ghiz et son épouse Rose Ellen lors d'un meeting politique à Charlottetown, en novembre 1982.

Décès de Joe Ghiz

Presse Canadienne
CHARLOTTETOWN

Joe Ghiz, ex-premier ministre libéral de l'Île-du-Prince-Édouard décédé hier d'un cancer du côlon, à l'âge de 51 ans, avait été l'un des plus ardents promoteurs de l'Accord de Charlottetown, en 1992. Il avait d'ailleurs quitté la politique peu de temps après le rejet de l'accord par référendum national.

Les politiciens canadiens qui l'ont côtoyé ont évoqué le souvenir d'un défenseur d'un Canada uni.

« À titre de premier ministre comme dans la vie de tous les jours, il a fait preuve d'un amour profond envers sa province et son pays, a indiqué le premier ministre Jean Chrétien, par voie de communiqué. Je me souviendrai toujours de lui comme d'un homme d'une grande honnêteté et d'une grande passion. »

Bob Rae, l'ex-premier ministre ontarien qui avait travaillé de concert avec M. Ghiz pour la réalisation de l'Accord de Charlottetown, a déclaré que le pays venait de perdre « un grand bagarreur pour le Canada ».

« Il est assez remarquable que le premier ministre de la plus petite province ait joué un rôle si impor-

tant sur la scène nationale. C'est grâce à ses qualités personnelles », a ajouté M. Rae.

M. Ghiz est décédé à son domicile de Charlottetown. Sa dépouille sera exposée dans un cercueil fermé, lundi et mardi, au Province House, édifice historique qui a été le théâtre des négociations desquelles a résulté la Confédération canadienne, en 1867.

Les funérailles sont prévues pour mercredi matin, à la basilique catholique St. Dunstan.

M. Ghiz était né à Charlottetown de parents immigrants libanais. Diplômé en droit de la célèbre université Harvard, M. Ghiz avait été nommé juge à la Cour suprême de l'Île-du-Prince-Édouard après son départ de la vie politique, en 1992.

Premier ministre de 1986 à 1992, il avait déjà déclaré que le fait de représenter la plus petite province canadienne lui permettait de saisir à quel point il était important d'accepter les compromis si l'on voulait conclure une entente constitutionnelle.

Dans la campagne référendaire pour l'Accord de Charlottetown, il reconnaissait que l'accord était imparfait. « Je dis aux prophètes de la perfection : si vous voulez rédiger une constitution qui résiste au test

de la perfection, vous devrez trouver un pays que personne n'habite. Là-bas vous pourriez rédiger votre constitution. »

M. Ghiz avait aussi pris une part active dans les négociations menant à l'Accord du lac Meech. Il avait tenté désespérément, mais en vain, de convaincre son homologue Clyde Wells, premier ministre de Terre-Neuve, de ne pas torpiller l'accord.

M. Wells, qui pratiquait maintenant le droit à Saint-Jean, Terre-Neuve, avait d'abord côtoyé M. Ghiz à la fin des années 1970 au sein du comité de l'Association du barreau canadien sur la Constitution.

« C'était un homme charmant, de commerce agréable, très jovial, a dit M. Wells. J'ai développé une grande estime pour son dévouement à l'égard du Canada. »

Malgré leur différend sur l'Accord du lac Meech, MM. Ghiz et Wells croyaient tous deux à la nécessité d'un gouvernement fédéral fort.

« Il était conscient que sans un gouvernement central fort, le Canada serait affaibli, et que les provinces les plus faibles et les moins peuplées en seraient grandement affectées », a rappelé M. Wells.

Jean-Bertrand Aristide, père d'une petite fille

Agence France-Presse
PORT-AU-PRINCE

L'ancien président haïtien Jean-Bertrand Aristide est père d'une petite fille, Christine, née vendredi soir à Port-au-Prince, a-t-on appris hier de source officielle.

Christine est née vendredi à 23 heures locales dans l'hôpital privé du Canapé-Vert dans la capitale haïtienne, a-t-on ajouté de même source.

Le président René Préval, ainsi que d'autres membres du gouvernement, se sont rendus sur place samedi pour visiter la famille, alors que d'importantes mesures de sécurité ont été prises autour de l'hôpital.

La mère, Mildred Trouillot, est une avocate d'origine américano-haïtienne, qui avait travaillé avec M. Aristide lors de son exil aux États-Unis.

La naissance de l'enfant était attendue pour la fin octobre, et a

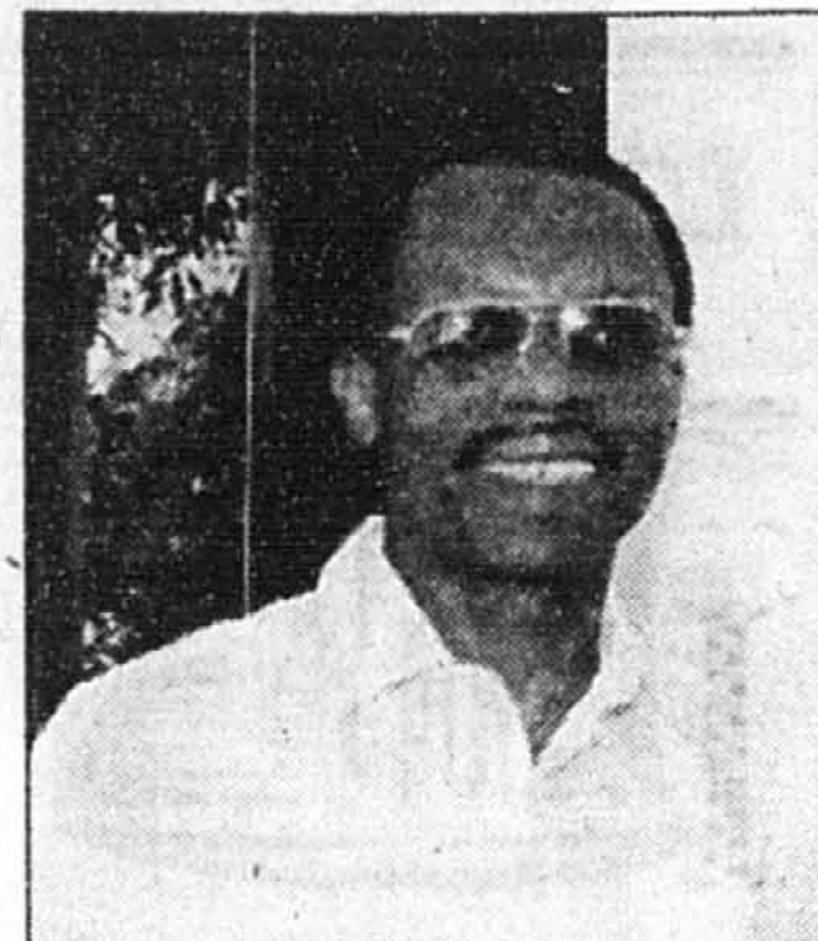


PHOTO REUTERS

Le sourire d'Aristide dit tout.

nécessité une opération par césarienne.

Ancien prêtre, Jean-Bertrand Aristide avait renoncé à la prêtrise pendant son exil de trois ans aux États-Unis. Il s'était marié avec Mildred Trouillot en janvier 1996.

Amiante: le Canada espère que la France reviendra sur sa décision

Presse Canadienne
OTTAWA

La victoire du Canada devant la Commission européenne (CE) dans l'épineux dossier de l'amiante permet d'espérer plus que jamais que la France reviendra sur sa décision d'interdire totalement ce produit sur son territoire.

Selon l'ambassadeur canadien auprès de l'Union européenne, Jean-Pierre Juneau, les autorités françaises ne se sont pas livrées au cours des dernières semaines à des tractations de coulisse visant à convaincre la CE et d'autres pays européens à lui emboîter le pas.

Voilà qui laisse entrevoir que la décision du gouvernement Chirac d'interdire les produits de l'amiante à partir du 1er janvier 1997 n'est pas aussi ferme qu'on pourrait le croire.

En outre, les autorités françaises ont entendu il y a quelques jours un comité d'experts scientifiques canadiens qui leur a expliqué de long en large l'utilisation sécuritaire des produits contenant

de l'amiante. « Nous avons l'impression que nos démarches effectuées auprès des autorités françaises les amènent certainement à réfléchir », a déclaré hier l'ambassadeur Jean-Pierre Juneau depuis Bruxelles.

En poste depuis environ deux mois, M. Juneau n'a pu cacher son soulagement de voir que la CE ait refusé de s'engager sur la même voie que la France.

« Ce que je trouve encourageant, c'est que se qui se passe en France n'a pas eu d'effet d'entraînement auprès des autres États membres de l'Union européenne. Nos ambassades dans les 15 pays font des démarches bilatérales afin de les sensibiliser à nos préoccupations », a-t-il souligné. Jeudi, une directive interdisant l'amiante en Europe a été écartée de justesse par la CE grâce au travail de coulisse des diplomates canadiens en poste sur l'ensemble du territoire européen.

En lieu et place, la CE a décidé de mener des études plus poussées et plus rigoureuses sur les effets de l'utilisation de ce produit.

Un contrat de 1,8 milliard pour Lockheed Martin

Agence France-Presse
WASHINGTON

Lockheed Martin a remporté un important contrat auprès de l'armée de l'air américaine, d'une somme de 1,8 milliard de dollars, portant sur la construction d'un nouveau système de détection et de poursuites de missiles, a annoncé le constructeur aérospatial américain.

Ce système, qui prévoit la construction et le développement de cinq satellites, sera à même de détecter une attaque de missiles balistiques sur les États-Unis, les forces américaines ou alliées, a

précisé Lockheed Martin dans un communiqué.

Ce système (SBIRS, Space-Based Infrared System) remplacera un réseau satellitaire et de stations au sol. GenCorp Aerojet, Northrop Grumman et Honeywell sont associés au contrat.

« L'équipe de Lockheed Martin a collaboré étroitement avec l'armée de l'air américaine ces deux dernières années » pour mettre au point le SBIRS et « répondre aux différents besoins des forces armées américaines » le siècle prochain, a expliqué le président de Lockheed Martin, Mike Henshaw.

Un espion menacé d'extradition

Presse Canadienne
EDMONTON

Un homme qui prétend avoir aidé le Service canadien du renseignement de sécurité à contrer les activités d'espions polonais au Canada doit maintenant lutter pour éviter l'extradition.

Ryszard Paszkowski a obtenu un sursis, vendredi, lorsque la juge Donna McGillis, de la Cour fédérale, a ordonné l'arrêt temporaire des procédures. M. Paszkowski, qui aurait dû retourner en Pologne mercredi, pourra maintenant demeurer à Edmonton avec son épouse Ela et leurs deux enfants jusqu'à la mi-décembre au moins.

« C'est un grand soulagement, a réagi M. Paszkowski. Je commence à croire en la justice canadienne. »

Selon la juge McGillis, M. Paszkowski « a soumis des arguments sérieux quant à son statut de résident permanent au Canada » sous le nom de Robert Fisher — qui lui aurait été donné par la Gendarmerie royale du Canada lors de son arrivée au pays, selon M. Paszkowski.

Dans une déclaration sous serment, M. Paszkowski affirme que la GRC et les fonctionnaires de l'immigration savaient, lorsqu'ils lui ont accordé le statut de résident permanent en 1984, qu'il avait été reconnu coupable deux ans auparavant pour le détournement d'un avion.

La juge McGillis s'est également rangée à l'avis de M. Paszkowski, qui affirme que l'extradition lui causerait un tort irréparable. Dans sa déclaration sous serment, M.

Paszkowski prétend que sa vie pourrait être en danger en Pologne, qu'il décrit comme un pays où règne l'anarchie.

M. Paszkowski affirme avoir été un espion polonais qui a fait défection en Allemagne de l'Ouest en 1982, lors d'un détournement d'avion. Après deux années d'emprisonnement en Allemagne, il serait parvenu à s'enfuir pour gagner Rome, où il aurait été recruté par le SCRS.

Il prétend que le SCRS lui a donné le nom de Robert Fisher, puis l'a amené au Canada avec la promesse qu'il obtiendrait la citoyenneté. De 1984 à 86, il aurait travaillé pour le compte du SCRS afin de recueillir des informations sur l'infiltration de groupes polonais au Canada par des espions à la solde du gouvernement polonais.

loto-québec

Banco	Tirage du 96-11-09
6 13 16 20 22	
26 28 30 34 38	
41 43 46 51 53	
57 59 60 62 67	

Quotidienne	Tirage du 96-11-09
3 4	
520 6906	

Extra	Tirage du 96-11-08
NUMÉRO: 819934	
Extra	Tirage du 96-11-09
NUMÉRO: 247484	



Tirage du 96-11-09

7 21 25 31 42 47

Numéro complémentaire: 20

GAGNANTS	LOTS
6/6	0
5/6+	1
5/6	32
4/6	1 122
3/6	16 211

GAGNANTS	LOTS
6/6	0
5/6+	1
5/6	32
4/6	1 122
3/6	16 211

Ventes totales: 550 961,00 \$

Gros lot à chaque tirage: 1 000 000,00 \$



Tirage du 96-11-08

3 16 18 21 23 31 39

Numéro complémentaire: 43

Ventes totales: 8 209 922,00 \$

Prochain gros lot (approx.): 10 000 000,00 \$ 3/7 566 957

Prochain tirage: 96-11-15

TVA, le réseau des tirages de Loto-Québec

Le modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

Les révélations de Salinger : des rumeurs lancées sur Internet

Le défenseur des victimes de l'écrasement privilégie la thèse d'une défaillance mécanique

d'après AP et AFP
SMITHTOWN

Des agents du FBI ont entendu samedi l'ancien journaliste Pierre Salinger à son domicile parisien. Et le document qui selon M. Salinger apportait la preuve que le Vol 800 de la TWA avait été abattu par un missile de l'US Navy n'est autre qu'un document disponible sur Internet depuis des mois, selon le FBI.

« Nous sommes en mesure de confirmer que le document est le même que celui que nous avions déjà vu, étudié en profondeur et écarté il y a des mois », a déclaré James Kallstrom, directeur-adjoint du FBI chargé de l'enquête. Il a ajouté s'être entretenu par téléphone avec l'ancien chef du service de presse de John Fitzgerald Kennedy, une conversation qualifiée de « cordiale ».

Le document de deux pages que possède M. Salinger et qu'il a montré aux enquêteurs du FBI en iden-

tique à celui qui circule sur Internet depuis le mois d'août, selon James Kallstrom. Portant sur la thèse du missile, ce texte avait nourri les rumeurs de complot dont Internet s'est fait l'écho.

Pierre Salinger avait déclenché une tempête en affirmant jeudi que le Boeing de la TWA avait été abattu par un missile tiré depuis un navire de l'US Navy. Il affirmait être en possession de documents secrets accréditant cette thèse. Une série de démentis officiels s'en était suivie.

James Kallstrom a réaffirmé samedi qu'il espérait bien que sa conférence de presse de la veille, destinée à mettre fin aux rumeurs, mettrait un point final à ce « grossier mensonge ».

Le Boeing 747 de la TWA assurant la liaison New York-Paris avait explosé en vol peu de temps après son décollage le 17 juillet, provoquant la mort des 230 personnes à bord.

Par ailleurs, le président de l'association de défense et d'entraide

des victimes françaises de l'explosion du Boeing de la TWA, José Cremades, a estimé « invraisemblable », hier à Strasbourg (est), la thèse d'un tir accidentel de missile de la marine américaine sur l'appareil défendue par Pierre Salinger.

M. Cremades, père d'un lycéen de 15 ans tué dans l'accident, estime cette thèse « invraisemblable », puisqu'aucune trace d'explosif n'a été retrouvée dans les débris de l'appareil dont la quasi-totalité a été remontée à la surface.

« Je ne peux pas croire que M. Salinger se soit prêté à une quelconque manœuvre publicitaire », a-t-il ajouté en espérant que ce journaliste accepterait l'invitation de l'association pour répondre à ses questions.

S'appuyant sur les récentes conclusions d'un cabinet d'avocats new-yorkais renommé, qui a fait sa propre enquête sur la catastrophe du 17 juillet, au large de New York (230 morts), M. Cremades a privilégié la thèse d'une défaillance mécanique.

Hier encore

5. Être une des nouvelles animatrices de Musique Plus.

■■■

1996 est donc une autre année horrible pour la royauté ; le prince Charles a divorcé, le représentant de la reine au Québec a démissionné, et les duchesses du Carnaval de Québec ont été congédiées !

Face au journaliste de *L'actualité*, Jean-Louis Roux s'est défendu avec autant de talent que la défensive des Glorieux défend Théodore. Il a tout laissé passer. Il fut aisé de constater que pour patiner, un homme de théâtre n'arrive pas à la cheville d'un politicien (un défenseur des Canadiens non plus d'ailleurs !)

CE QUE JEAN-LOUIS ROUX AURAIT DÛ RÉPONDRE AU JOURNALISTE DE *L'ACTUALITÉ* POUR S'EN TIRER :

« Ce n'était pas mon sarrau, je l'avais emprunté à Gérard Pelletier ! »

« Vous avez mal compris, je ne manifestais pas pour l'État nazi, mais pour l'euthanasie. »

« Vous ai-je déjà parlé de mon frère ju-meu skinhead qui se promenait en sarrau à l'université ? »

■■■

Cette affaire a soulevé autant de commentaires gignons que si on avait appris qu'à 19 ans Mario Tremblay avait dessiné un signe des Nordiques sur son jackstrap des Canadiens.

SÉLECTION DES COMMENTAIRES LES PLUS GIGNONS SUR L'AFFAIRE JEAN-LOUIS ROUX :

« Que voulez-vous, quand on fait un flat, on remplace la Roux ! »

-Jean Chrétien

« Moi, je suis incapable de pardonner à deux sortes de personnes : les racistes et les ethnies ! »

-Jacques Parizeau

« Bon maintenant qu'il y en a un autre qui s'est fait poigner dans un scandale, on va-tu

commencer à oublier ma petite affaire d'assurances ? »

-Nathalie Simard qui a hâte qu'on recommence à acheter ses disques.

« C'est pas juste, lui, y révèle une p'tite erreur de jeunesse pis tous les médias en parlent, moi dans mon livre je révèle 1243 erreurs de jeunesse pis personne parle de moi ! »

-Andrée Boucher

« Moi j'admire Jean-Louis Roux parce que c'est le seul artiste qui a le courage de se prononcer pour le NON. »

-Quelqu'un qui préfère ne pas se nommer

« Moi si je veux pas perdre ma job, j'suis-tu mieux de ne pas dire que j'ai eu un berger allemand quand j'étais jeune ? »

-Quelqu'un qui n'a pas compris grand-chose dans cette histoire-là.

■■■

J'aurais aimé vous faire un résumé de la carrière de Jean-Louis Roux en tant que lieutenant-gouverneur, mais sa carrière fut tellement courte qu'on ne peut pas la résumer, alors la voici intégralement...

RÉSUMÉ INTÉGRAL DE LA CARRIÈRE DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR J.-L. ROUX :

Jean Chrétien appelle la reine d'Angleterre pour lui annoncer la nomination de Jean-Louis Roux au poste de lieutenant-gouverneur, la souveraine raccroche en pensant que c'est Pierre Brassard.

Par fidélité envers son chef Jean Chrétien, Jean-Louis Roux laisse entendre qu'il ne ratifiera pas une loi promulguant que le Québec se sépare du Canada.

Le Québec se sépare de Jean-Louis Roux. Jean Chrétien ratifie.

■■■

Tel un journaliste de *L'actualité*, j'ai fouillé le passé de plusieurs personnalités pour découvrir des révélations-chocs incriminantes. Ça va tellement démissionner après la lecture de ce papier que le problème du chômage

va être réglé.

Au secondaire, Preston Manning a disséqué une trentaine de grenouilles en criant : Maudits frogs !

À l'université, Jean Chrétien portait un sarrau arborant les lettres FLQ, mais c'est parce qu'il étudiait à la Faculté des Lettres du Québec.

Quand il était ado, le maire Bourque a fumé plusieurs bégonias.

En 1968, un chauffeur de taxi noir s'est plaint des propos que lui a tenus un jeune étudiant du nom de Daniel Johnson. Pas parce qu'ils étaient racistes, mais parce qu'ils étaient ennuyants.

Au primaire, Réjean Houle échangeait ses cartes de hockey de Jacques Plante et de Jean Béliveau pour des cartes de deux de pique.

Durant sa jeunesse, le chef du Bloc québécois, comment il s'appelle déjà (?), celui qui ressemble à un bouncer, aurait fait plein de choses scandaleuses, mais comme personne ne se rappelle jamais de son nom, personne ne l'a dénoncé.

À 16 ans, un soir où il était vraiment découragé de ne pas poigner avec les filles, Claude Ryan a passé proche de sacrer.

Durant sa période hippie, qui a duré environ dix minutes, Jean Charest a fumé un joint. Sous l'effet de ce joint, il voyait tout en double, ce qui lui permettrait aujourd'hui de voir quatre députés conservateurs aux Communes !

Bref, un seul politicien a un passé irréprochable, c'est saint Lucien Bouchard. Son seul péché fut Denise Bombardier, mais on peut qualifier ça plutôt d'un sacrifice !

■■■

En terminant, il importe de rappeler à tous ceux qui, cette semaine, ont cloué Jean-Louis Roux sur la place publique, ces paroles de l'Évangile : « Au lieu de regarder la paille dans l'oeil de ton voisin, occupe-toi de la poutre qui est dans le tien, pis du spot qui est dans l'oeil de Michel Barrette ! »



Stéphane Laporte

Hier encore j'avais vingt ans,
Mais j'ai perdu mon temps à
faire des folies,
Qui ne me laissent au fond rien
de vraiment précis,
Et qui me font perdre ma job
de lieutenant-gouverneur...

Cette chanson de Charles Aznavour semble avoir été écrite pour Jean-Louis Roux. Le pauvre Jean-Louis, et non pas Jean-Leoui, ne s'attendait sûrement pas à ce que l'élastique du passé lui pète dans la face. Mais on n'arrive jamais à se départir de son passé, regardez TVA, ils sont encore pris avec Réal Giguère et Jean-Pierre Coallier ! Tout le monde a un squelette dans son placard, même qu'O.J. Simpson en a deux. Le seul homme politique qui n'a pas fait d'erreurs de jeunesse, c'est Robert Dole parce qu'il n'a jamais été jeune ! Ce qu'il y a d'angoissant dans la vie, c'est qu'on ne sait jamais quel agissement du présent va nous coûter cher dans l'avenir. Voici une petite liste pour aider les lieutenants-gouverneurs de demain...

PALMARÈS DES ERREURS DE JEUNESSE LES PLUS GRAVES ET LES PLUS LOURDES DE CONSÉQUENCES :

1. Avoir fait partie d'un groupe nazi.
 2. Avoir fait partie d'un groupe raciste.
 3. Avoir fait partie du groupe les B.B.
 4. Avoir fait partie du groupe Noir Silence,
- qui comme son nom l'indique, vise à faire taire Gregory Charles.

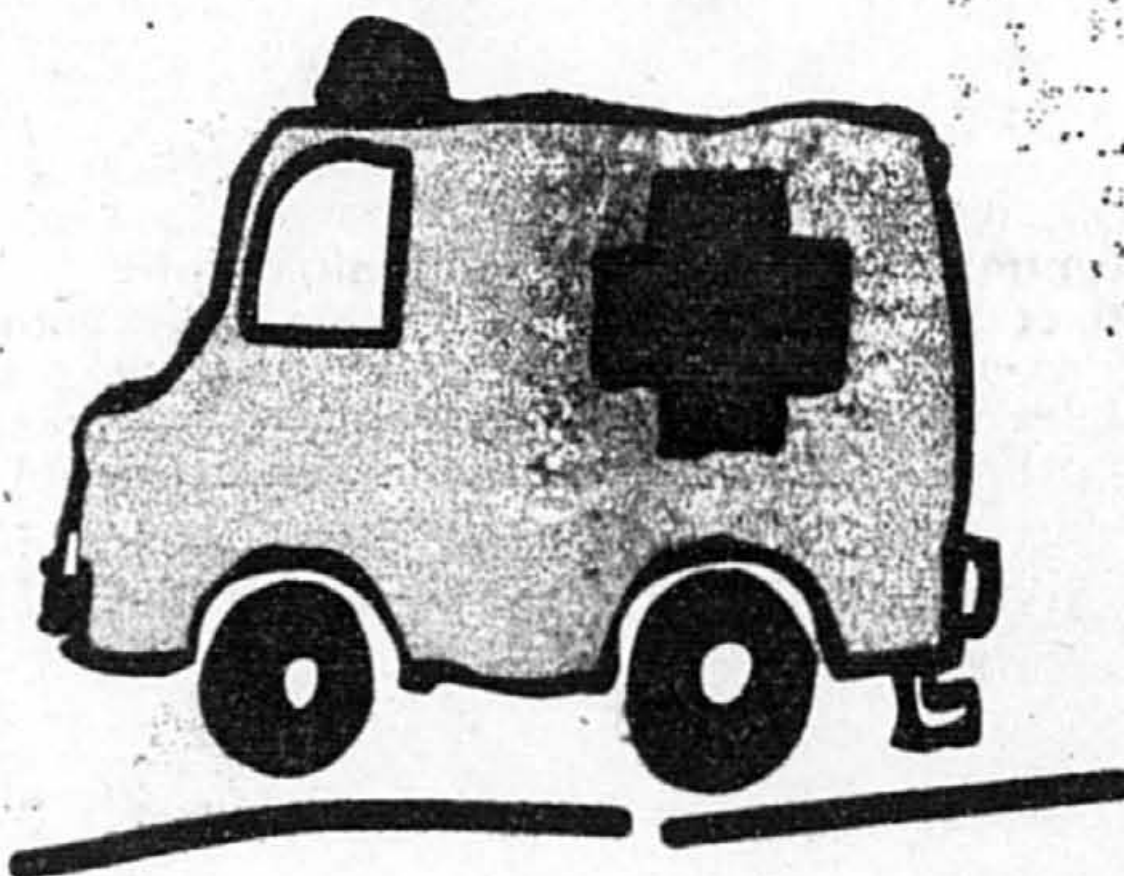
La Clinique de l'emploi

Le 14 novembre 1996
Métro PieIX,
à deux pas de Stade Olympique
de 10h à 18h.

Pour avoir des informations sur l'orientation,
le curriculum vitae, l'entrevue, les techniques de recherche d'emploi,
le marché du travail et les groupes d'employabilité.
Pour consulter la banque d'emplois sur Internet
et y afficher votre C.V.



La Clinique de l'emploi est réalisée par :
la Fondation à l'employabilité du Québec
en collaboration avec :
SQDM, DRHC, MSR, STCUM, La Presse, ViaSite



AVIS URGENT ENCAN PUBLIC

AÉROPORT DE SAINT-HUBERT, HANGAR DE FRET AÉRIEN

MARCHANDISES SAISIES POUR DÉFAUT DE PAIEMENT

DROITS D'IMPORTATION ET TAXES ACQUITTÉS AU PORT D'ARRIVÉE

TAPIS PERSANS ET ORIENTAUX NOUÉS À LA MAIN

ET AUTRES TAPIS IMPORTÉS DE DIMENSIONS VARIÉES, AVEC ÉVALUATION, COMPRENANT UNE BELLE SÉLECTION DE TAPIS EN SOIE, LAINE, FIBRE NATURELLE, POIL DE CHAMEAU ET TAPIS TRIBAUX NOUÉS À LA MAIN EN IRAN, RUSSIE, TURQUIE, INDE, ETC., AINSI QUE D'AUTRES ARTICLES



MONTRES ROLEX, CARTIER, PIAGET

ROLEX PRÉSIDENT EN OR MASSIF AVEC DIAMANTS POUR DAME, ROLEX PRÉSIDENT EN OR MASSIF AVEC DIAMANTS POUR HOMME, MONTRE SUBMARINER, 2 TONS, OYSTER, JUBILEE ET AUTRES MONTRES SUISSES DE QUALITÉ. PLUSIEURS BAGUES EN OR ET À DIAMANTS, BOUCLES D'OREILLES, BRACELETS, RUBIS, ÉMERAUDES, SAPHIRS, OPALES ET SOLITAIRES 1.5 CARAT.



Endroit: Aéroport de Saint-Hubert, 5800, route de l'Aéroport

*Depuis l'autoroute 10, autoroute 30 vers l'est, sortie Clairville. Au premier arrêt, tournez à droite; au deuxième arrêt, tournez à droite; au premier feu de circulation, tournez à gauche; au premier hangar, tournez à gauche.

Date: Le dimanche 10 novembre 1996 à 14 h - Inspection publique à compter de 13 h. Chaque pièce est adéquatement étiquetée et certifiée authentique. Toutes les taxes et droits d'importation ont été acquittés sur ladite marchandise. Commission d'achat de 15 % en sus. Inscription requise des participants à l'entrée. Certains articles peuvent être sujets à mise à prix. Encanteurs et évaluateurs Bloomsbury Butterfield Ltée.

La Sève PNL

depuis 1989
Nous formons en

Programmation
Neuro-
Linguistique

Des outils indispensables pour les visionnaires et artistes de la communication, de la thérapie et du changement.

Soirées d'information le 16 novembre et le 11 janvier 97.

Nos cours sont déductibles d'impôts. Nous sommes en période d'inscription.

Dépliant gratuit : (819) 463-3261 ou 1 800 561-3261

La Sève PNL, 10, ch. du Lac Long, C.P. 39, Lac Blue Sea, Québec J0X 1C0

SOCIÉTÉ DE LA SLA Sclérose Latérale Amyotrophique

- Maladie terminale (3 à 5 ans)
- Perte d'autonomie
- Cause inconnue donc aucun remède ou traitement

* Fond requis pour :
— recherche
— fourniture d'appareils
— conseils aux malades
— réunion mensuelle d'informations et/ou sociale pour les malades

3958, rue Dandurand
Montréal (Québec)
H1X 1P7
Tél./télé. : (514) 725-2653

dimanche

Commission Mongrain



18h³⁰

L'emploi au Québec ne marche pas fort ! L'État se traîne-t-il les pieds ? L'entreprise privée a-t-elle les jambes coupées par la réglementation ? Les travailleurs ont-ils les deux pieds dans la même bottine ? Le ministre Bernard Landry sera là.

20h



Plaisir de lire

avec Danièle Bombardier
Danièle Bombardier reçoit l'auteur François Ricard. Il connaît bien Gabrielle Roy. Pendant 10 ans, il a été un ami proche. Il nous parle de sa vie. Il a écrit sa biographie.

Hors-Circuit

Salé sucré

Une comédie mijotée par Ang Lee. Chef de cuisine chinoise réputé, le vieux Chu est aussi un chef de famille dérouté. Pour élever ses trois filles rebelles, quelle est la recette ? Sûrement pas la baguette !

20h³⁰



Télé-Québec
VOYEZ LOIN

La Direction des enquêtes criminelles: une Sûreté dans la Sûreté



Martin Pelchat

Enquêtes criminelles est peu connu du public. Il ne cherche pas les projecteurs. Mais tout le monde sait à la SQ l'importance qu'ont eu les Robert « Bob » Therrien, Claude Quinn et André « Bill » Dupré.

Jacques Beaudoin, directeur-général de la SQ pendant 14 ans, était vu comme un homme de « marketing », qui soignait méticuleusement l'image de la Sûreté en impliquant par exemple ses troupes dans des oeuvres humanitaires au profit des aînés ou des enfants handicapés. Pour les affaires policières, il s'en remettait largement à Robert Therrien.

Encore plus puissante

Sous le règne de M. Beaudoin, les Enquêtes criminelles ont d'ailleurs pris beaucoup d'importance. En 1986, l'ex-directeur a modifié l'organigramme pour en faire une grande direction, avec la responsabilité du renseignement de sécurité, du renseignement criminel et de toutes les enquêtes.

Auparavant, dans la structure de la SQ, le « Service des enquêtes et renseignements criminels » était sur le même pied que celui de la section de la sécurité routière, des moeurs, du renseignement de sécurité, des mesures d'urgence ou de la police autochtone.

« En créant une direction des enquêtes criminelles, on a peut-être créé une sorte de Sûreté à l'intérieur de la Sûreté », admet, songeur, un autre ex-haut-gradé.

L'actuel patron de la direction, André Dupré, est un pur « produit » des enquêtes : il a successivement eu la responsabilité des « crimes contre la personne », du « Service des enquêtes criminelles » et enfin des « enquêtes sur le crime organisé ». Il a remplacé en 1994 à la tête de la boîte l'actuel directeur du casino de Hull, Claude Quinn.

À l'instar de plusieurs officiers des enquêtes ces dernières années, M. Dupré a connu une progression rapide : en moins de cinq ans, il est passé du grade de capitaine à inspecteur, puis inspecteur-chef et enfin directeur-général adjoint.

Après son arrivée à la tête de la SQ, en 1995, Serge Barbeau a lui aussi renforcé la Direction des enquêtes criminelles, en mettant sous son chapeau les enquêteurs des Bureaux d'enquêtes criminelles des neuf districts et ceux des 112 postes. Ce sont toutefois ces mêmes enquêtes criminelles qui auront causé sa perte. En juin dernier, après que *La Presse* eut révélé qu'André Dupré avait exercé des pressions sur les policiers qui avaient mené l'enquête interne sur les agissements de leurs collègues dans l'affaire Matticks, M. Barbeau n'a pas eu le choix de le reléguer à des tâches administratives.

Mais conscient du prestige, l'influence et de la popularité de son bras droit auprès de la

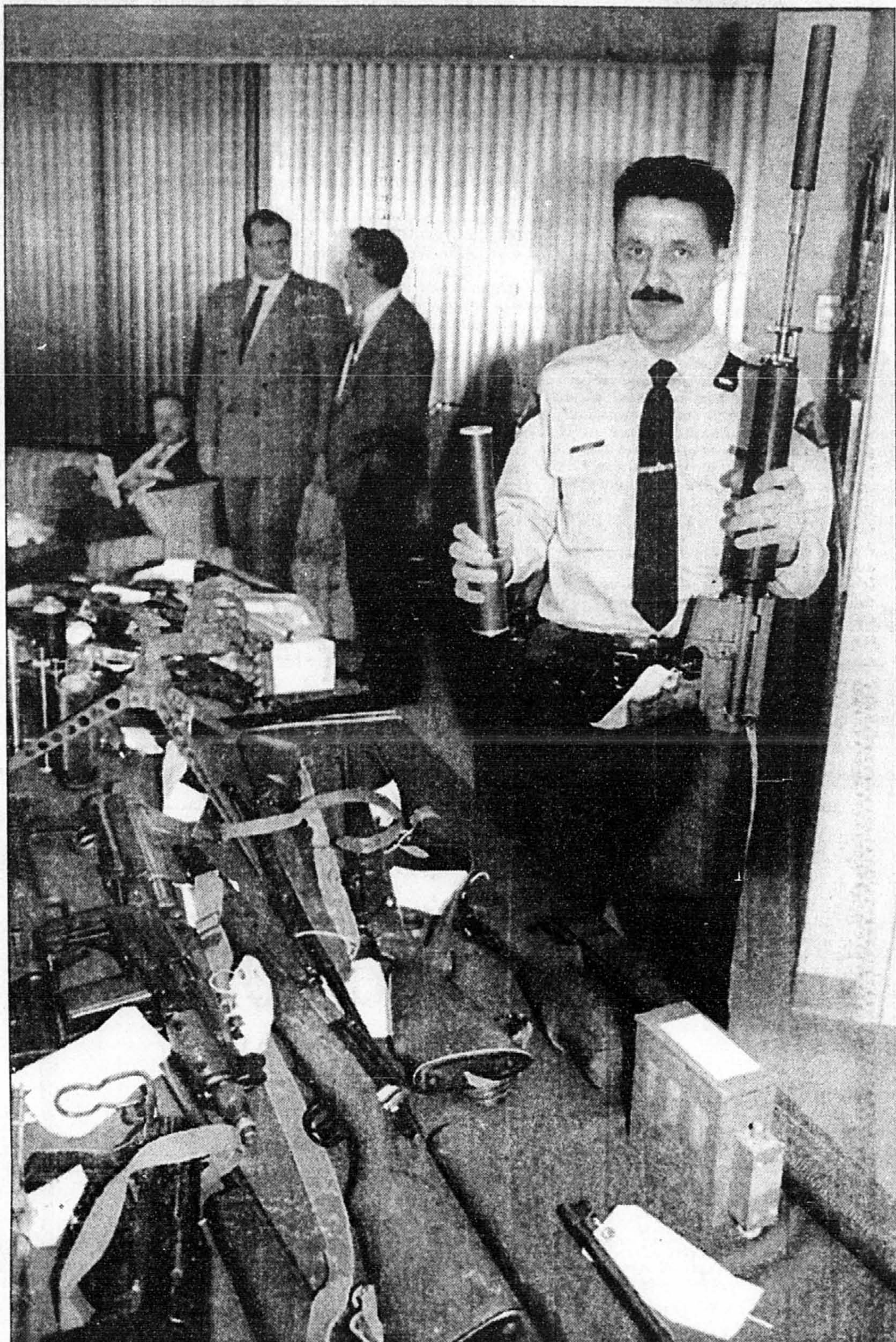


PHOTO ROBERT SKINNER, La Presse

Carcajou avait saisi, chez « l'escadron de la mort » des Rock Machine, un arsenal qui aurait fait l'envie des gros marchands d'armes.

« base », il n'a pas manqué de lui réitérer sa confiance.

En suspendant par la suite les trois enquêteurs internes dans l'affaire Matticks, le directeur a probablement fait un geste qui l'a rendu plus populaire auprès des supporteurs d'André Dupré, mais il a aussi contribué à rendre impossible la

tâche du juge Jean-Pierre Bonin, qui menait une enquête à huis clos sur les dessous de l'affaire Matticks.

Avec pour résultat que Québec a décrété une enquête publique en lui confiant aussi le mandat d'ausculter « l'encadrement et les pratiques ayant cours en matière d'en-

quêtes criminelles sur des crimes majeurs à la SQ ».

Il y a trois semaines, M. Barbeau a annoncé qu'il renonçait temporairement à ses fonctions pendant la durée de la commission d'enquête du juge Lawrence Poitras. Mais aujourd'hui, son retour apparaît peu probable.

Dans l'organigramme de la Sûreté du Québec, la Direction des enquêtes criminelles occupe le même rang que les trois autres grandes familles : administration, surveillance du territoire et technologies. Mais ne vous y trompez pas. C'est là le véritable lieu du pouvoir à la SQ. La Sûreté dans la Sûreté.

Selon plusieurs, le « vrai boss » de la SQ, c'est le patron de la Direction des enquêtes criminelles. « Ils ont beaucoup d'information, explique un ex-haut-gradé interrogé par *La Presse*. Et l'information, c'est le pouvoir. »

À la tête d'une boîte qui touche à de nombreux domaines, du crime économique au renseignement de sécurité, en passant par les moeurs, le crime organisé ou le jeu, les patrons des enquêtes criminelles apprennent beaucoup de choses, recueillent de multiples confidences, dans toutes les couches de la société et à propos de beaucoup de monde.

« Ça te donne du prestige, une auréole, du pouvoir, confirme un autre ex-officier. Quand tu es promu aux enquêtes criminelles, tu viens de monter une marche. Et quand tu es à la tête de la Direction des enquêtes criminelles, tu es quasiment au-dessus du directeur. »

« On va faire une saisie. »

Et les patrons des Enquêtes criminelles traitent toujours bien leurs « gars », qui se singularisent dans le « vedettariat » lié au côté plus spectaculaire de leur travail. Ainsi, on y fait du temps supplémentaire, pendant que les autres directions se serrent la ceinture. S'il y a des dépassements, ils seront comblés par des transferts de fonds.

Un argument type : « Vous voulez couper dans le temps supplémentaire ? Très bien. Sur quel meurtre vous voulez qu'on n'enquête pas ? »

Les patrons des enquêtes, même s'ils ne dirigent que 1300 des quelque 4000 policiers de la SQ, ont en outre des moyens très utiles pour mieux faire accepter les privilèges en haut lieu : promettant par exemple des actions spectaculaires, rentables pour la SQ en matière de relations publiques : « On va faire une grosse saisie, ça va être bon pour la SQ ».

Les pauvres patrouilleurs peuvent difficilement faire mieux.

Généralement, le directeur des



Les Enquêtes criminelles au pilori

« Ces entrevues nous ont démontré de la part de certains officiers (des Enquêtes criminelles) un manque de connaissances et de contrôle des opérations qu'ils supervisaient. »

Le jugement, pour le moins sévère, tombait il y a un an sur le bureau du directeur de la Sûreté du Québec, Serge Barbeau. Il était d'autant plus sévère qu'il émanait d'un membre de l'état-major de la SQ, Gilles Saint-Antoine, directeur-général adjoint chargé de superviser la difficile enquête interne sur la conduite des policiers de la SQ dans l'affaire Matticks.

Dans un rapport d'étape, l'officier apportait ces commentaires à propos des rencontres des enquêteurs internes avec les officiers de la Direction des enquêtes criminelles, dont André Dupré, le directeur-général adjoint patron de cette direction, et ses collaborateurs l'inspecteur-chef Édouard Pigeon, l'inspecteur Michel Arcand et le lieutenant Mario Laprise.

Le rapport illustre bien à quel point l'affaire Matticks a déchiré l'état-major de la SQ. Et il démontre aussi que la commission Poitras constituera un très douloureux épisode pour la puissante Direction des enquêtes criminelles.

Les 18 recommandations aussi formulées par le directeur Saint-Antoine ont probablement été reçues comme autant de gifles aux Enquêtes criminelles ; certaines



André Dupré

d'entre elles laissent entendre que l'encadrement des enquêteurs y laisse fortement à désirer :

■ Lors de l'arrestation de prévenus, on doit éviter de jouer à la cachette avec les avocats qui tentent de les rejoindre car on perd beaucoup de crédibilité (...)

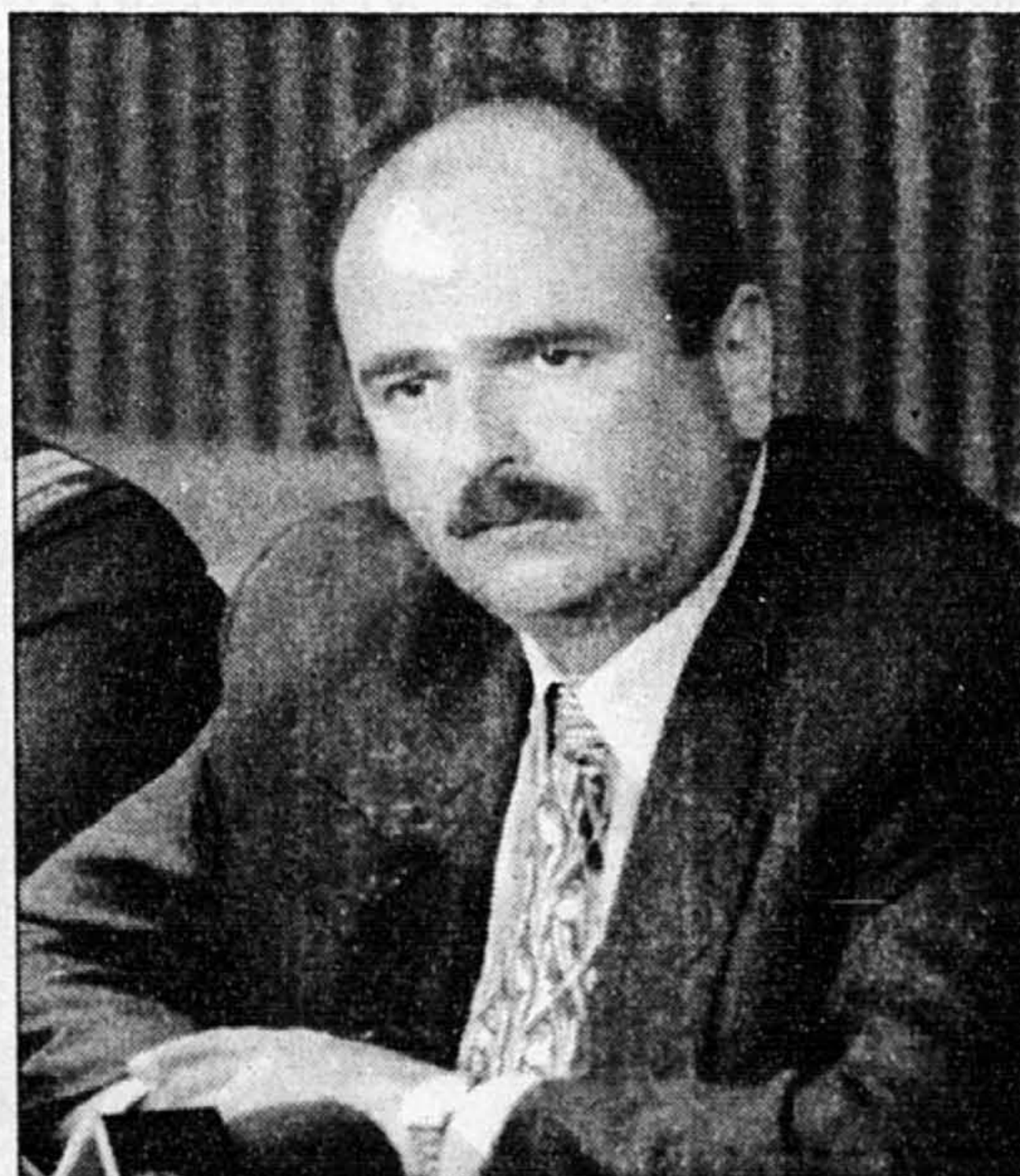
■ Le contrôle des témoins-délateurs devra faire l'objet d'une révision totale. Le ministère de la Justice devra mettre sur pied un service de gardiennage qui s'occupera du délateur en lieu et place des policiers, ce qui évitera toute apparence

de conduite dérogatoire ou de manigance.

■ La direction des enquêtes devra former son personnel à des techniques de travail qui respectent l'esprit des Chartes canadienne et québécoise.

Complaisance

Rappelons ici des commentaires datant de 1989 contenus dans un rapport de la défunte Commission de police du Québec sur les « méthodes d'enquête criminelle utilisées par les corps de police du



Michel Arcand

Québec ». Le rapport avait été commandé par le ministre de la Sécurité publique, Gil Rémillard, après qu'un juge eut refusé la principale preuve montée par la SQ contre un suspect dans l'incendie de l'entrepôt de BPC de Saint-Basile-de-Grand.

« Les accrocs faits par les policiers dans le cours de leurs enquêtes à diverses lois et plus particulièrement aux chartes canadienne et québécoise portant sur les droits et libertés sont, en partie, imputables à l'absence d'un système adéquat

de mise à jour des connaissances ou tout simplement à un manque d'information. »

Les enquêteurs chargés de l'enquête interne dans l'affaire Matticks ont soulevé eux aussi de graves interrogations sur la conduite de certains officiers de la Direction des enquêtes criminelles.

Dans un rapport remis également en octobre 1995 au directeur Barbeau, ils affirment que : « Certains de nos collègues officiers refusent de nous aider, soit par manque de courage, soit par complaisance envers les policiers de la base. Cette attitude n'aide pas à relever l'image d'intégrité de la SQ et particulièrement de ses officiers. »

Un tract distribué à la même époque, au quartier-général de la SQ, par des auteurs anonymes dépeignait le directeur Saint-Antoine, qui s'appretait à prendre sa retraite, comme un « tableté » n'ayant « jamais touché le domaine des enquêtes, c'est trop dangereux ».

Le tract dénigrait également les enquêteurs internes et leur supérieur, l'inspecteur chef Bernard Arsenault, « très fort en enquêtes par ordinateur ».

Les auteurs y affirmaient notamment que M. Arsenault était un « ami et confident » d'un sous-ministre associé à la Justice, Mario Bilodeau, qu'une rumeur tenace à la SQ identifie comme un des principaux promoteurs d'une enquête publique sur les enquêtes criminelles.

DEMAIN : La SQ vieillit mal

L'affaire Roux vue de Paris : mauvais goût et surréalisme

PARIS



Louis-Bernard Robitaille

collaboration spéciale

Vue de Paris — où bien entendu elle est passée inaperçue sauf pour deux ou trois entrefilets dans la presse quotidienne — l'affaire Jean-

Louis Roux apparaît plus surréaliste qu'autre chose. Les faits — ou plutôt : LE fait — reprochés à l'éphémère lieutenant-gouverneur appartiennent à la catégorie des blagues de très mauvais goût que beaucoup de personnalités publiques peuvent avoir commises alors qu'elles avaient 20 ans. Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'un responsable politique français dont on aurait déterré ce genre de petite saleté de jeunesse n'aurait aucune difficulté à s'expliquer là-dessus et s'en tirerait sans dégât. Le plus extravagant dans toute cette affaire

reste la maladresse colossale du principal intéressé, qui a prouvé à cette occasion — et à ses dépens — qu'il n'était vraiment pas fait pour le métier d'homme politique ou de communicateur.

Après avoir suivi l'essentiel de ce scandale au téléjournal et dans les journaux, je ne sais toujours pas si le jeune Jean-Louis Roux a porté cette croix gammée sur son sarrau de laboratoire pendant une journée, une semaine ou une année. On peut supposer que, malgré le caractère extrêmement douteux de la chose, il s'agissait essentiellement d'une grosse provocation, d'une « carabnade » de mauvais goût comme il s'en faisait beaucoup à l'université à cette époque. Peut-être d'autres confrères aussi débilés que lui à ce moment-là avaient-ils fait de même, ou l'équivalent. Et, même si le geste prête beaucoup moins à controverse, le fait pour Pierre Elliott Trudeau de s'affubler d'un uniforme allemand pour silonner à moto les rues de Sainte-Agathe ne constitue pas un exploit dont on peut se vanter plus tard dans une campagne électorale.

Si l'on se fie à la totalité des témoignages de l'époque, le Québec entier, tout comme le reste du Canada, savait parfaitement en 1942 que Hitler était un dictateur sanguinaire et mégalomane, qui avait déjà ravagé et massacré les deux tiers de l'Europe. Pendant la crise des années 30, il avait pu y avoir

quelques sympathies pour le nazisme (très marginales en comparaison de celles concernant Franco, Salazar ou même Mussolini), ou en tout cas, au tout début du régime, de l'indulgence ou de la complaisance. On n'en trouve plus aucune trace dans les discours, les écrits et les journaux après 1940. Le fait pour M. Trudeau de mettre un uniforme allemand n'est pas un acte d'allégeance. Et même le svastika de M. Roux relève plutôt du canular morbide. En 1942, on pouvait même fort bien être farouchement (pour de bonnes ou de mauvaises raisons) antibritannique sans être pour autant pro-allemand. Enfin, si le jeune François Mitterrand a pu, en 1942, débarquer à Vichy, signer des deux mains le formulaire d'engagement concernant ses origines aryennes, et soutenir par la suite qu'il n'avait pas connaissance des décrets antisémites du régime de Pétain, c'est que la question juive (le philosophe Edgar Morin, lui-même juif, est le premier à le dire) passait pratiquement inaperçue ou au second plan au milieu du chaos sanglant de l'époque. Il a fallu attendre 1945 pour que soient révélées les monstrueuses dimensions de l'holocauste et de longues années de plus pour qu'elles deviennent LE fait majeur de cette guerre en Europe. La croix gammée en 1945 renvoyait à un bouffon sanguinaire et dangereux pour l'humanité, pas

aux camps de la mort, dont personne ne pouvait imaginer l'existence et les dimensions. De transformer une blague scabreuse de carabin en adhésion de jeunesse au nazisme devient très abusif.

S'il fallait passer quelques grands hommes français — ou européens — à l'aune de cette affaire, beaucoup auraient des problèmes. Pour l'Allemagne, contentons-nous de Martin Heidegger, considéré comme l'un des philosophes majeurs du siècle : il fut membre du parti nazi et recteur d'université à ce titre jusqu'en 1934, et jamais par la suite il n'écrivit une ligne pour dénoncer le régime hitlérien ou même tenter de s'expliquer sur ses monstruosités ou sa propre adhésion.

En France, les vrais pro-nazis, qui trouvaient même Pétain trop mou, constituaient une petite poignée composée de délinquants, d'arri-vistes cyniques et de crapules. Mais ceux qui ont eu de petites ou de moyennes saletés à se reprocher sont nettement plus nombreux.

D'abord il y a tous ceux qui, toujours dans cette atmosphère de crise des années 30, ont adhéré jeunes à l'Action française de Maurras ou à d'autres mouvements d'extrême-droite de l'époque. C'étaient, à divers titres, des mouvements fascisants ou antidémocratiques, antisémites et xénophobes. François Mitterrand, qui avait 20 ans en 1936, fait partie du lot, même s'il n'a jamais formellement adhéré ou

milité dans aucun mouvement en particulier. On le voit en photo en 1938, dans une manifestation d'étudiants en droit organisée « contre les métèques ». Rallié au régime de Vichy, où il restera formellement jusqu'au printemps de 1943, il collabore à des journaux officiels truffés d'articles antisémites et fait à la fin de 1942 un vibrant éloge de la politique de Pierre Laval.

À l'instar de Mitterrand — qui a eu cependant l'excellente idée de basculer dans la résistance dans les premiers mois de 1943 — on retrouve à Vichy plusieurs futures vedettes de la vie publique française. Souvent jeunes, il est vrai, mais pas plus que ne l'était l'infamé Jean-Louis Roux. Le fameux Charles Hernu, qui n'avait que 21 ans en 1944, est resté à Vichy jusqu'à sa chute en 1944. Le politologue Maurice Duverger y a joué un rôle dans la propagande. Au moment de la débâcle de juin 1940, on trouve même un intellectuel juif qui écrit le premier et plus fameux discours de Pétain : « Je fais don de ma personne à la France... La terre, elle, ne ment pas... » Quant à celui qui devait devenir le magnat de la presse française, Robert Hersant, il était à 20 ans plus voyou qu'autre chose : toujours est-il qu'il a admis avoir, au début de l'Occupation, fait quelques « blagues » consistant à « entrer dans des commerces juifs et donner quelques gifles aux vendeuses » !

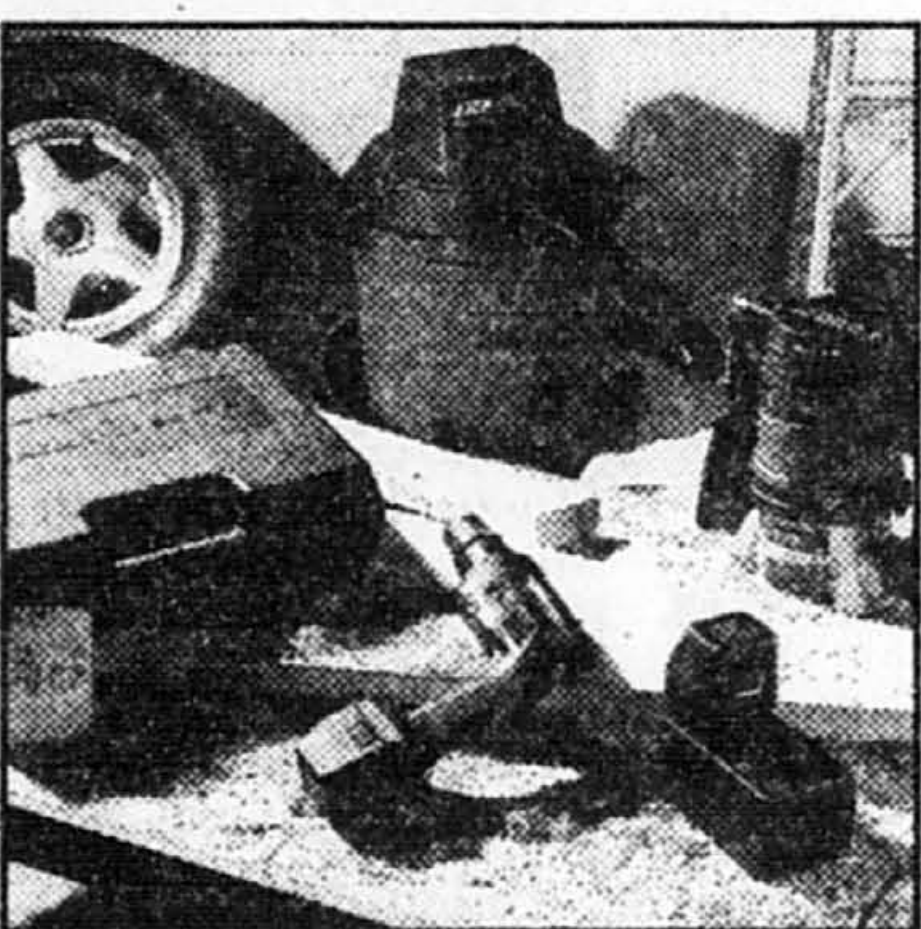
2 DERNIERS
JOURS

TOUT* EST EN SOLDE

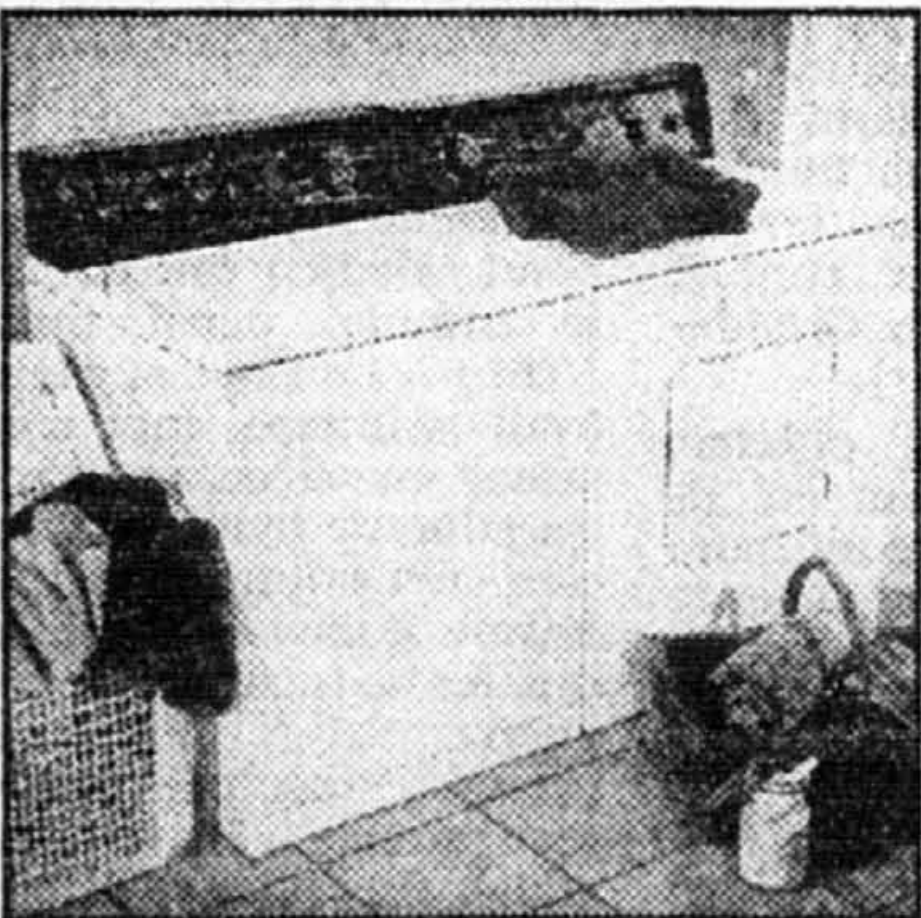
*Marchandise annoncée; il y a des exceptions



**TOUTS LES EXERCISEURS
DE MARCHÉ SONT SOLDÉS**

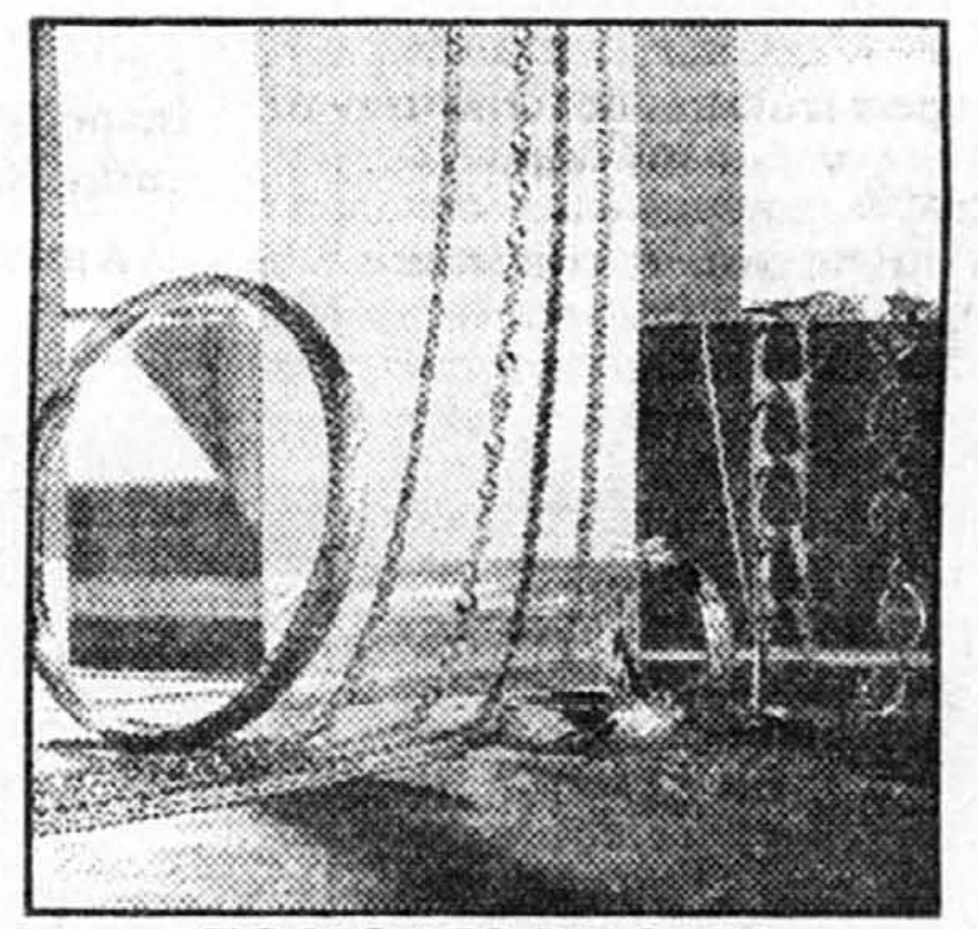


**TOUTS LES OUTILS ÉLECTRIQUES
ET À MAIN CRAFTSMAN^{MD}
SONT SOLDÉS**



**TOUTS LES GROS
ÉLECTROMÉNAGERS SONT SOLDÉS**

DIMANCHE ET LUNDI CHEZ SEARS



**TOUTS LES BIJOUX
INSIGNIA^{MD} EN OR
RABAIS 50%**



**TOUTES LES CULOTTES
POUR FEMMES
RABAIS 30%**

Seul Calvin Klein, tous les paquets économiques Sears et culottes de marques nationales en boîte



**TOUTS LES BLAZERS À PRIX ORD.
POUR HOMMES
RABAIS 25%**

ÇA, C'EST SEARS AUJOURD'HUI

RÉCLAME EN VIGUEUR LES 10 ET 11 NOVEMBRE 1996, dans la limite des stocks disponibles. Le choix peut varier selon les magasins.

Copyright 1996. Sears Canada

SEARS
Attendez-vous à plus

Monde

L'EXPRESS
INTERNATIONAL



EUROFOR

Action rapide

■ La France, l'Italie, l'Espagne et le Portugal ont officiellement porté hier sur les fonts baptismaux leur force d'action rapide destinée à des missions d'assistance humanitaire et de maintien de la paix, dans des situations comme celle que le Zaïre connaît actuellement. Accompagnés de 250 de leurs soldats, les ministres de la Défense des quatre États se sont rassemblés sur la grand place de Florence, la Piazza della Signoria, pour la cérémonie de création de l'Eurofor. Le quartier général de l'Eurofor sera établi à Florence, sous le commandement du général espagnol Juan Ortuno Such. Cette structure militaire multinationale sera capable de mobiliser jusqu'à 10 000 hommes, selon les besoins de la mission à accomplir, quand elle sera opérationnelle.

d'après AP

ITALIE

Berlusconi mobilise

■ Le magnat de la communication Silvio Berlusconi a pour sa première manifestation de rue mobilisé avec ses alliés de droite près d'un demi-million de manifestants hier dans les rues de Rome contre le gouvernement de centre gauche de Romano Prodi. Dans une ambiance surchauffée, deux cortèges ont convergé sans incident sur la grande place Saint-Jean de Latran, lieu traditionnel des manifestations de la gauche italienne et des syndicats pour un rassemblement très coloré. Silvio Berlusconi, vêtu d'un habituel complet croisé de cashmere, n'a pas résisté très longtemps aux pressions de la foule qui l'entourait et a dû se replier au bout d'une demi-heure sur sa voiture blindée. Les manifestants protestaient contre le projet de budget de rigueur du gouvernement Prodi. En cours d'examen à la chambre des députés, ce projet prévoit des augmentations d'impôts.

d'après AFP

BERMANIE

San Suu Kyi lapidée

■ La principale figure de l'opposition birmane, Aung San Suu Kyi, a affirmé hier que des agents du gouvernement avaient attaqué sa voiture à coups de pierres, blessant légèrement selon des témoins un de ses plus proches conseillers. Tin Oo, l'un des vice-présidents de la Ligue nationale pour la démocratie (NLD), le parti du Prix Nobel de la paix, souffre de blessures au visage provoquées par des débris de vitres. Un millier de personnes munies de bâtons et de pierres et apparemment rassemblées à l'initiative du gouvernement s'en sont pris aux voitures de Aung San Suu Kyi et de ses collaborateurs, selon les témoins. Ces jets de pierres n'ont pas empêché la figure de proue de l'opposition de s'adresser à ses partisans malgré les efforts du régime militaire birman pour l'en empêcher.

d'après AFP

SLOVÉNIE

Élections législatives

■ Les élections législatives d'aujourd'hui en Slovaquie, les deuxièmes depuis l'indépendance (1991) de cette république ex-yougoslave, amèneront une nouvelle coalition au pouvoir mais le premier ministre pourrait s'appeler encore Ján Ľudovít. Et les grandes orientations du pays pour entrer dans l'Union européenne et dans l'OTAN seront poursuivies quoi qu'il arrive. Cette analyse des milieux politiques slovaques d'abord sur les sondages qui donnaient une marge de cinq à dix points au parti libéral-démocrate (LDS) de Ľudovít avec 15 % à 22 % des intentions de vote. Dans le système parlementaire slovaque, aucune formation ne peut avoir la majorité absolue et Ľudovít a annoncé lui-même qu'il ambitionnait un résultat de 30 % pour le LDS. Le premier ministre, au pouvoir depuis avril 1992, dirige actuellement un gouvernement minoritaire avec ses alliés chrétiens-démocrates (SKD).

d'après AFP

Zaïre : l'ONU réfléchit, les réfugiés meurent

d'après AFP et AP
GOMA

Les Nations unies ont reporté hier leur décision sur une intervention militaire dans l'est du Zaïre, en dépit de l'urgence humanitaire et de nouveaux combats signalés dans la région.

Malgré les appels pressants du secrétaire-général Boutros Boutros-Ghali à « agir d'urgence », les États membres réfléchissent encore aux modalités d'une intervention destinée en premier lieu à permettre l'acheminement de l'aide à plus d'un million de réfugiés rwandais et déplacés zaïrois.

La résolution adoptée dans la nuit les « engage vivement » à « préparer d'urgence » les « dispositions voulues » pour permettre le retour immédiat des organisations humanitaires et l'acheminement « dans la sécurité » de l'aide aux civils en danger. Ils sont priés de présenter « dès que possible », sans autre précision, un rapport permettant à M. Boutros-Ghali d'autoriser le déploiement de la force multinationale.

Le commissaire européen à l'aide humanitaire Emma Bonino a eu des mots très durs : « Le Conseil de sécurité de l'ONU devrait garder en tête que les milliers de réfugiés qui meurent chaque jour à Mugunga ne peuvent passer le week-end à Long Island ».

L'organisation Médecins sans Frontières prévient pourtant que chaque jour d'hésitation entraîne la mort de milliers de civils. Elle estime que 13 600 personnes sont déjà mortes sur les 1,2 million de réfugiés et les milliers de civils zaïrois en détresse. La Croix-Rouge estime de son côté que le choléra, qui sévit à l'état endémique dans la région, pourrait « tuer très rapidement 100 000 à 150 000 personnes ».

Des habitants de Goma (ville frontalière du Rwanda dans l'est du Zaïre) revenus en ville hier ont raconté que « les gens meurent » à Saké et Mugunga, à quelques kilomètres plus à l'ouest, les enfants réfugiés rwandais les premiers et que de nombreuses personnes souffrent de diarrhées et de vomissements. D'autres, cités par le Haut commissariat aux réfugiés (HCR) à

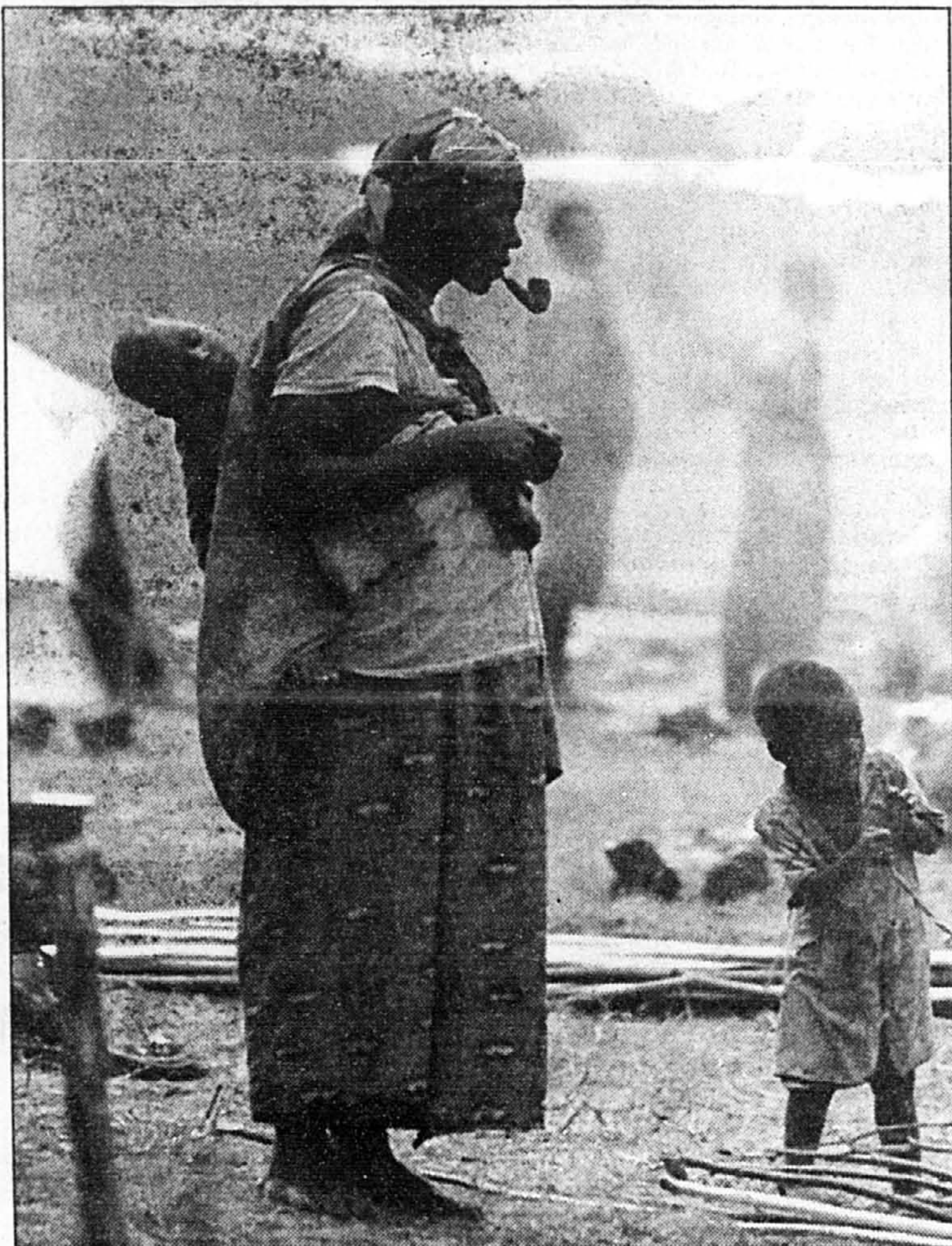


PHOTO REUTERS

Le camp de Kisoro en Ouganda, près de la frontière zaïroise, a accueilli 8000 réfugiés qui fuient les combats au Zaïre ; le sort de cette réfugiée fumant la pipe — et de dizaines de milliers d'autres — dépend d'une décision de l'ONU, décision qui se fait attendre.

Genève, rapportent avoir été repoussés par l'odeur des cadavres dans les forêts qui longent l'ancien camp de Kibumba, entièrement détruit.

En outre, de nouveaux combats sont signalés dans les régions occupées par les rebelles tutsis au Nord et au Sud-Kivu, où subsistent des poches de résistance de l'armée zaïroise alliée à des soldats des ex-Forces armées rwandaises (FAR) et des anciens miliciens rwandais hutus Interahamwe. Au moins un obus est tombé hier soir sur le centre de la ville, dont les quartiers périphériques avaient déjà essuyé des bombardements la veille. Ce bombardement a fait deux

te l'importance que la communauté internationale attache à résoudre de façon solidaire cette tragédie humaine.

Le premier ministre zaïrois qui recevait hier l'émissaire des Nations unies Raymond Chrétien s'est déclaré favorable à l'envoi d'une force multinationale. Mais Kengo wa Dondo a réaffirmé le refus de son pays de voir livrée, sur son territoire, une aide humanitaire destinée aux réfugiés. Celle-ci doit, pour lui, être établie au Rwanda et au Burundi afin de contraindre les réfugiés qui se trouvent au Zaïre à regagner leur pays.

Des milliers de juifs manifestent à Hébron

d'après AFP
HÉBRON

Les forces israéliennes ont arrêté neuf militants de gauche qui protestaient hier à Hébron contre la présence de milliers de colons juifs, venus prier et manifester leur volonté de rester dans cette ville palestinienne.

Policiers et garde-frontières sont intervenus sans ménagement contre une manifestation d'une centaine de Palestiniens et de militants du parti israélien Hachash (ex-communiste). Au total neuf personnes ont été appréhendées, parmi lesquelles le responsable palestinien désigné pour devenir le futur gouverneur de Hébron, Aziz Amr, a constaté l'AFP.

« Ce que j'ai vu aujourd'hui me renforce dans l'idée que la paix et les colonies ne vont pas ensemble », a affirmé le député du Hachash, Hachem Mahamid. « Il sera nécessaire d'évacuer tous les colons israéliens (des territoires occupés), en commençant par ceux de Hébron » en Cisjordanie, a-t-il dit.

Des milliers de colons endimanchés ont pendant ce temps participé, sous une stricte surveillance militaire, à un pèlerinage célébrant l'achat par Abraham, raconté par la Bible, d'une grotte qui serait aujourd'hui celle vénérée par les juifs et les musulmans comme le Caveau des Patriarches.

Protégé par des soldats israéliens, les pèlerins ont parcouru le dédale de ruelles arabes jusqu'au Caveau des Patriarches, qui abrite selon la tradition les tombeaux d'Abraham, de son épouse Sarah et de ses fils Isaac et Jacob. Les colons, des ultra-nationalistes animés par le fanatisme religieux, sont opposés au redéploiement des forces d'occupation hors de Hébron, et veulent élargir leurs implantations au cœur de la ville.

Israël et les Palestiniens ont mené d'âpres négociations depuis début octobre sur les modalités d'application de ce redéploiement qui, en vertu de l'accord initial conclu en 1995, aurait dû être réalisé en mars dernier par Israël. L'armée israélienne doit en principe se retirer de 80 % du territoire municipal de Hébron, où vivent 450 colons parmi 120 000 Palestiniens.

A l'occasion du pèlerinage, le Caveau, qui sert à la fois de synagogue et de mosquée, a été mis uniquement à la disposition des fidèles juifs. L'armée et la police avaient considérablement renforcé leurs effectifs, de crainte d'incidents. Des soldats armés de fusils d'assaut étaient postés tous les cinq mètres et de nombreux colons étaient équipés d'armes automatiques.

« La question n'est pas de savoir si un extrémiste juif va tenter de provoquer un embrasement à Hébron, mais quand il va le faire », avait averti un officier israélien vendredi.

Un groupe de députés et d'une centaine de militants du parti israélien de gauche laïque Meretz est également venu manifester à Hébron pour revendiquer la mise en oeuvre immédiate du retrait israélien.

Le président Bill Clinton, réélu cette semaine, a appelé hier Israéliens et Palestiniens à conclure « en priorité » un accord sur le statut de Hébron afin de remettre le processus de paix sur les rails. « Si nous pouvons franchir l'obstacle de Hébron (...) ceci ouvrira la porte » à un accord plus général entre les deux parties, a affirmé M. Clinton.

Par ailleurs, l'armée israélienne a soumis le Liban sud à des bombardements intensifs hier, après une attaque du Hezbollah qui a fait un mort et trois blessés dans ses rangs.

Mladic limogé

d'après AFP
BELGRADE

La présidente de la Republika Srpska (RS) Biljana Plavsic a limogé hier le général Ratko Mladic et son équipe, voulant ainsi se débarrasser d'une hiérarchie militaire trop proche de Belgrade et s'entourer d'un état-major fidèle à son Parti démocratique (SDS, au pouvoir).

Mme Plavsic répond en outre à une exigence de la communauté internationale, à quelques jours de la réunion sur la Bosnie, prévue le 14 novembre à Paris, à laquelle participeront notamment les chefs de la diplomatie des pays du Groupe de contact (États-Unis, Allemagne, Grande-Bretagne, Russie, France).

Quatre-vingts autres officiers supérieurs ont également été limogés, selon une source militaire serbe bosniaque citée par l'agence yougoslave BETA. Tous seront tous mis à la retraite.

Ce limogeage n'est « pas suffisant », a-t-on estimé hier de source diplomatique à l'OTAN, à Bruxelles, tandis que le haut représentant civil en Bosnie Carl Bildt jugeait qu'il aurait dû avoir lieu « il y a longtemps ».

Cette décision est « réellement dans l'intérêt de la Republika Srpska », selon M. Bildt, qui a estimé par ailleurs dans un entretien téléphonique avec l'AFP que « les relations entre Mladic et les autorités civiles de la Republika Srpska ont été tendues à plusieurs reprises par le passé. Je pense que cela risque de se reproduire ».

À Paris, cette décision a été considérée comme « un début dans la bonne direction ». Il s'agit « d'un élément prévu par les accords de paix signés à Paris » en décembre 1995, selon un porte-parole du ministère français des Affaires étrangères.

Côté serbe, le général Manojlo Milovanovic, bras droit de Ratko Mladic, a considéré que cette destitution était nulle et non avenue et « ne changeait rien à la situation ». « Pour moi, cette annonce n'est pas officielle et il n'y aura rien de changé tant qu'elle ne sera pas officielle », a estimé le militaire dans une interview recueillie à Banja Luka (nord-ouest de la Bosnie). Le général Milovanovic a estimé que ce limogeage n'était pas du ressort de Mme Biljana Plavsic, mais de celui du parlement.

Un responsable de l'OTAN a indiqué pour sa part que « nous attendons maintenant que (le général Mladic) soit traduit devant le tribunal pénal international (TPI) à La Haye ». Mme Plavsic avait réaffirmé, lors d'un récent séjour en Grèce, qu'il n'était pas question de livrer Mladic, ni l'ancien chef politique des Serbes de Bosnie Radovan Karadzic au TPI qui les a inculpés de crimes de guerre. Selon Carl Bildt, toute personne inculpée par le TPI et « qui souhaite être innocentée devrait y aller pour se défendre ».

L'éviction de Mladic est le dernier épisode d'une féroce guerre de rivalités qui opposait depuis trois ans le pouvoir politique aux responsables de l'armée des Serbes de Bosnie.

Le premier accusait les seconds de trahir les intérêts nationaux de la RS en étant inféodés à l'état-major de l'armée yougoslave qui les affectés en Bosnie au début de la guerre en 1992. La hiérarchie militaire a toujours reproché à la direction de Pale de minimiser ses mérites dans la création d'une entité serbe en Bosnie.

Mme Plavsic tient ainsi à se démarquer davantage du président serbe Slobodan Milosevic à qui elle ne pardonne pas d'avoir soutenu l'opposition serbe en Bosnie durant la campagne électorale.

Fidel ne passe pas inaperçu au Chili

NICOLAS MESLY
collaboration spéciale
SANTIAGO

Selon le dirigeant anticastriste Armando Valladares, ex-prisonnier politique du régime communiste cubain et ancien ambassadeur des États-Unis auprès de la Commission des droits de la personne des Nations unies, la participation de Fidel Castro à la VIe Conférence ibéro-américaine est « surréaliste », voire « inconcevable ». Cette conférence dont le thème principal porte sur la démocratie participante réunit 23 chefs d'État à Santiago et à Vina del Mar en fin de semaine.

« Comment ce tyran peut-il parler de démocratie alors qu'il dirige le pays depuis plus de 35 ans à la tête d'un seul parti ? » Valladares, un poète de droite qui a passé 22 ans dans les geôles cubaines, avant

d'être libéré en 1982 grâce à l'intervention du défunt président français François Mitterrand, est de passage au Chili pour dénoncer les abus des droits de la personne du régime castriste.

Il a cité en exemple la toute récente condamnation du gouvernement cubain par la Commission des droits de l'homme de l'Organisation des États américains (OEA) pour sa responsabilité dans le sabotage du remorqueur *13 de Marzo* au large des côtes cubaines en juillet 1994 et au cours duquel 41 personnes ont perdu la vie.

M. Valladares a nié vouloir pirater la conférence ibéro-américaine mais reproche « le silence complice » des présidents participants. « C'est comme inviter Hitler à une réunion des rescapés des camps de concentration allemands », a poursuivi l'écrivain cubain qui était

l'invité du Regroupement chilien pour la défense des traditions familiales et de la propriété. M. Valladares a indiqué détenir des preuves du terrorisme mené par Fidel Castro en Amérique latine et que le dirigeant cubain était responsable, entre autres, « de centaines de deuils au Chili ».

M. Valladares a remis une cassette aux journalistes contenant les déclarations d'un ex-capitaine du service d'intelligence cubain, Enrique García, au quotidien *Las Américas* de Miami. Selon l'ex-officier qui a déserté Cuba en 1988, Fidel Castro serait responsable du plus gros envoi d'armes à la guérilla chilienne en 1986 de même que de l'appui à l'attentat au lance-roquettes qui avait fallu coûter la vie au général Pinochet cette même année.

La dernière visite de Fidel Castro au Chili remonte en septembre

1971 où il avait passé un mois en compagnie du premier président socialiste élu démocratiquement, Salvador Allende. Selon le sénateur de droite Ronald McIntyre, qui participait à la conférence de presse de l'écrivain cubain, Fidel Castro avait aidé les socialistes à s'armer. « Au lendemain du coup d'État du 11 septembre 1973, plus de dix mille armes ont été retrouvées aux mains des communistes ».

Bien que l'actuel gouvernement chilien et hôte de la VIe conférence ibéro-américaine tente d'éviter la « fidélisation » de cette rencontre, la venue du président cubain suscite de nombreuses réactions de part et d'autre du spectre politique. L'éventuelle participation de Fidel Castro aux activités subversives de la guérilla chilienne incite le parti d'extrême droite Union Demócrata Independiente (UDI) à demander

à ce que le leader cubain soit jugé devant un tribunal militaire, sollicitation qui a été repoussée par les militaires mêmes.

Le ministre des affaires étrangères du Chili, José Miguel Insulza, a tenu cependant à minimiser le fait que, pour éviter de rendre hommage aux présidents dont Fidel Castro, le général Pinochet et les deux autres chefs des forces armées chiliennes ne seront pas à Santiago durant la conférence ibéro-américaine. « C'est une conférence de présidents, pas de généraux », a-t-il indiqué.

Dans la rue, les groupes d'extrême droite comme Action pour le Chili s'organisent pour protester contre la venue du leader cubain pendant que des groupes d'extrême gauche ont créé un « Commando d'appui ». Après son bref séjour au Chili, le leader cubain s'envolera à Rome pour y rencontrer le pape.

Non à la partition hutue du Zaïre

JEAN-SÉBASTIEN GAGNON
collaboration spéciale
BOLOGNE

Le conflit dans la région des Grands Lacs africains ne peut trouver remède dans la partition du Zaïre, a déclaré vendredi le secrétaire-général de l'Organisation de l'unité africaine.

Selon Salim Ahmed Salim, une force multinationale doit d'abord être mise sur pied afin de secourir les centaines de milliers de réfugiés éparpillés par l'éclatement des hostilités dans la région du Kivu.

« L'est du Zaïre ne peut être séparé du reste du pays, a-t-il déclaré à *La Presse*. Le respect de l'intégrité territoriale est un principe fondamental. La modification des frontières du Zaïre aurait des répercussions néfastes sur l'ensemble du continent africain. »

M. Salim répondait ainsi à la porte-parole de l'Union européenne, Emma Bonino, qui avait évo-

qué plus tôt cette semaine la création d'un État hutu aux frontières du Rwanda, du Burundi, du Zaïre et de l'Ouganda.

La présence de réfugiés hutus dans la région du Kivu est directement liée à la rébellion des Tutsis zairais et à l'engagement de Kigali dans les hostilités. Le retour de ces réfugiés dans leur pays d'origine est cependant entravé par la domination tutsie du gouvernement rwandais et la réallocation des terres abandonnées durant le génocide.

« La création d'un État hutu est une fiction intellectuelle, a poursuivi M. Salim. C'est une solution qui n'est désirée ni par les Tutsis, ni par les Hutus eux-mêmes. »

L'OUA préconise la mise sur pied d'une force internationale « neutre » afin de protéger l'acheminement de secours aux réfugiés, abandonnés à leur sort depuis l'évacuation du personnel humanitaire.

PNL

Chef de file depuis 11 ans au Québec, le Centre offre tous les niveaux de formation professionnelle en programmation neuro linguistique.

FORMATION DE BASE
15-16-17 novembre et 6-7-8 décembre
Une formation pratique de six jours pour développer des habiletés et acquérir des outils de communication verbale et non-verbale et apprendre à utiliser les principales interventions PNL.

SOIRÉE D'INFORMATION
Pour vous familiariser avec la PNL et visiter nos locaux. Réserver votre place: 281-7553.

Centre québécois de programmation neuro linguistique
3826 St-Hubert, Montréal • Tél.: (514) 281-7553

Nos certifications sont reconnues sur le plan international et nos formations sont admissibles aux programmes de crédit d'impôt de la SQDM.

Joanne Riou, dir.

**L'arthrite n'a pas d'âge;
l'arthrite c'est sérieux.**

LA SOCIÉTÉ D'ARTHRITE

Pour un don d'espoir, composez
1800 321-1433
N° enr.: 0060004-11

DIRECTEMENT DU MANUFACTURIER

BODY JET-SET

TRANSFORMEZ VOTRE SALLE DE BAIN EN MINI-CENTRE DE THÉRAPIE POUR LA MAISON

Habitacle de douche sur mesure en verre trempé
• Robinetterie à pression balancée
• Multijets thérapeutiques

OFFRE DE LANCEMENT
Ord.: 3 499 \$
Spécial: 2 499 \$

Ouvert le dimanche
TRANSIT PAFF (514) 928-1616
576, rue Guimond, Longueuil

EGALEMENT VASTE CHOIX DE BAIGNOIRES, LAVABOS, TOILETTES, ROBINETS ET ACCESSOIRES À DES RABAIS DE **50 % À 70 %**

Heures d'ouverture: du lundi au vendredi de 9 h 30 à 17 h. Fermé le samedi. Dimanche de 10 h à 17 h.

8 7 5 - B e l l

Le service InfoBref Bell
Le téléphone le plus lu... Le quotidien le plus écouté!

Service rapide GRATUIT* accessible 24 heures sur 24, 7 jours par semaine, à l'aide d'un téléphone Touch-Tone™.

Pour entendre le contenu de ces différentes rubriques, composez le 875-2355. Puis, au son de la voix, composez le code à trois chiffres correspondant à la rubrique choisie. Pour sortir rapidement de l'une de ces rubriques, faites le 33 puis, au son de la voix, appuyez sur le 9. Vous pourrez alors choisir une autre rubrique.

* Dans la zone d'appel locale seulement.

Nouvelles en bref

La Une:	110
Nouvelles locales:	120
Résumé du cahier du sport:	130
Nouvelles économiques:	140
Nouvelles nationales et internationales:	150
Arts et spectacles:	160
En primeur:	170
Éditoriaux:	210
Question du jour:	220
Question sportive du jour:	230

Commentaires aux chroniqueurs de La Presse

Claude Picher:	241
Réjean Tremblay:	242
Pierre Foglia:	243
Claude Masson:	244
Nathalie Petrowski:	245
Michel Girard:	246
Alain Dubuc:	247
Michel Blanchard:	248

Info-Affaires™ Bell

À surveiller cette semaine:	311
Nouveaux médias, nouvelles technologies:	321
Causeries et conférences d'affaires:	331
Perfectionnement en gestion:	341
Marketing, communication, vente et service à la clientèle:	351
Production, qualité et environnement:	361
Ressources humaines et formation:	371
Informatique:	381

Résultats de la loterie

6/49:	411
Lotto Super 7:	412
Sélect 42:	413
Banco:	414
La Quotidienne:	415

Bulletins météorologiques d'Environnement Canada

Région de Montréal:	421
Prévisions à long terme (Montréal):	422
Estrie, Québec, Laurentides:	423
Villes canadiennes:	424
Villes américaines:	425
Plaisanciers (Montréal):	426

Produits et services de Bell 520

Téléconférence et vidéoconférence: 530

Services de La Presse

Service des abonnements:	610
Annonces classées:	620
Publicité:	630
Rédaction:	640
Information sur les concours:	650
Renseignements généraux:	660

INFO-ARTS Bell

À surveiller cette semaine:	710
Danse:	720
Musique et art lyrique:	730
Théâtre:	740
Variétés et humour:	750
Expositions et musées:	760
Service personnalisé (accès direct):	770

Abonnés de Bell Mobilité composez sans frais * Bref

La Presse **Bell**

CE SOIR TVA vit avec vous

FORT BOYARD 18 H 30
Marie-Josée Taillefer et René Simard, surprenants!

DRÔLE DE VIDÉO 19 H 30
N'importe quoi pour se faire remarquer

LE FUGITIF 20 H
La poursuite est lancée

CINÉ-DIMANCHE PRIMEUR

TVA

La personnalité de la semaine

La Presse

ANDRÉ DESMARAIS
PRÉSIDENT DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION

ROGER D. LANDRY
PRÉSIDENT
ET ÉDITEUR

CLAUDE MASSON
ÉDITEUR ADJOINT

MARCEL DESJARDINS
DIRECTEUR DE L'INFORMATION

ALAIN DUBUC
EDITORIALISTE EN CHEF

Il n'est pas de succès qui se mérite s'il n'est construit sur l'excellence

SUR LA SCÈNE DE L'ACTUALITÉ / SEMAINE DU 10 novembre 1996

Pavel Hamet

JEAN-PAUL SOULIÉ

Le docteur Pavel Hamet dirige le Centre de recherche de l'Hôtel-Dieu de Montréal depuis sa fondation, en 1990. Auteur et coauteur de plus de 250 articles publiés dans des revues scientifiques internationales prestigieuses, il s'est particulièrement intéressé aux maladies cardiovasculaires et à l'hypertension. Médecin et chercheur, le Dr Hamet se distingue particulièrement dans ses recherches par son approche globale et multidisciplinaire, allant de l'épidémiologie à la biologie moléculaire.

La Société canadienne de recherches cliniques vient de remettre au Dr Hamet son Prix du scientifique de renommée pour l'année 1996, en reconnaissance de sa contribution importante à l'enrichissement des connaissances et de son travail d'expert, d'innovateur et de chef de file dans le domaine de la recherche. La Presse rend hommage au Dr Pavel Hamet en le nommant Personnalité de la semaine.

Les hasards de l'histoire ont fait naître Pavel Hamet en Bohême-Moravie, sous le régime hitlérien. « Enceinte, ma mère ne pouvait pas être réquisitionnée pour aller travailler en Allemagne, dit-il. Comme beaucoup de mes contemporains tchèques, je suis réellement un enfant de la guerre ! »

Le jeune Pavel a fait ses études, jusqu'au diplôme de médecine, en Tchécoslovaquie, sous le régime communiste. Puis il est venu s'installer au Canada, précisément à Montréal, au Québec. Quand il retourne dans son pays d'origine, il est maintenant Tchèque.

« J'ai passé beaucoup plus de temps ici que là-bas, s'empresse-t-il de préciser. La première fois que je suis venu à Montréal, un an avant l'Expo universelle de 1967, j'ai été séduit par le nombre de trous que les Montréalais avaient creusés : la Place des Arts, le métro, l'Institut de recherches ! Et j'ai vu qu'on construisait aussi une île ! C'était trop beau. « J'étais emballé. Je suis revenu m'installer ici un an après l'Expo. »

Arrivé avec 1 \$ en poche, mais refusant le titre de « réfugié politique », il sera engagé par le fondateur de l'Institut de recherche, Jacques Genet, un homme qui avait du flair et qui lui donne une bourse. Deux fois marié — il précise : « avec des Québécoises ! » — il a orné son bureau avec les portraits de ses quatre enfants, qui ont 25 ans, 22 ans, 19 ans et 9 ans. « Ma gang ! » dit-il fièrement.

Dès ses premières années montréalaises, le Dr Hamet fait un doctorat en philosophie à McGill, et un en endocrinologie à l'Université de Montréal. L'oeil rigolard, il glisse : « Les deux en même temps... Le fait d'avoir immigré m'avait fait perdre du temps. Ensuite, j'ai fait comme tout bon Québécois un pèlerinage aux États-Unis, à l'université Vanderbilt du Tennessee. »

Le jeune médecin devenu chercheur n'a jamais oublié sa profession d'origine. « Je reste médecin par goût. J'étudie le vaisseau et sa

maladie, à la fois comme médecin et comme scientifique. Je veux regarder l'hypertension de la façon la plus large possible. Il faut des chercheurs, et il faut des cliniciens. Moi j'essaie de faire le pont... J'ai la conviction que de voir des patients, ça me garde les pieds sur terre. Ça rend la vie excitante !

« Un chercheur gagne un peu moins d'argent qu'un médecin, note encore le Dr Hamet, mais il y a des 'bénéfices marginaux'. Par exemple, entre moi et un chercheur du sud du Japon, il y a bien sûr un problème de langue, mais aucun problème de langage : nous parlons des mêmes problèmes, nous nous comprenons parfaitement. » Autre avantage, le travail d'équipe. Le Dr Hamet dirige une équipe remarquablement stable. Certains de ses membres sont avec lui depuis 20 ans. Sa femme, le Dr Johanne Tremblay, en fait d'ailleurs partie.

Homme de laboratoire, le Dr Hamet n'entend pas se cantonner dans l'observation des souris. Il étudie de près le vaste laboratoire que sont les sociétés. « Quand je retourne en République tchèque, je suis frappé par l'énorme progrès qu'a fait la recherche universitaire depuis la fin du communisme. Le pays va tellement mieux ! Le taux de mortalité dû à des causes cardiovasculaires a commencé à diminuer trois ans après le changement de régime. » Diagnostic du chercheur : l'ensemble de l'attitude face à la vie a changé, et pour le mieux. Il cite également les taux de mortalité au Canada, en baisse de 25 % alors qu'au même moment, ils sont en hausse du même pourcentage dans les pays de l'Est. « Le communisme, idée généreuse au départ, c'est comme la cortisone pour l'arthrite : c'est merveilleux, mais l'organisme n'a pas de rétroaction. Vingt ans après, les os cassent ! »

De la fin des régimes communistes, il retient une conclusion : « Quand les conneries d'un politicien deviennent secret d'État, la société est en danger ! Heureusement, ici, il y a le feed-back des élections. »

S'il est capable de communiquer en russe, en italien et en allemand, le Dr Hamet considère qu'il ne parle réellement que le tchèque, le français et l'anglais, « les seules langues dans lesquelles je peux jouir de la poésie et comprendre les chansons d'enfants ».

Il s'est distingué par sa contribution importante à l'enrichissement des connaissances et par son travail d'expert, d'innovateur et de chef de file dans le domaine de la recherche

« Je reste médecin par goût. Il faut des chercheurs, et il faut des cliniciens. Moi j'essaie de faire le pont... J'ai la conviction que de voir des patients, ça me garde les pieds sur terre. Ça rend la vie excitante ! »

PHOTO ROBERT MAILLOUX, La Presse

Encore plus que du talent, de l'intelligence, même du génie, l'excellence naît de l'effort.

Hydro Québec

BANQUE NATIONALE
il faut penser autrement

ALCAN

La personnalité en personne

C'EST BIEN MEILLEUR LE MATIN

René Homier-Roy reçoit chaque dimanche à 7 h 10 la personnalité La Presse.

Il nous renseigne également, avec verve et passion, sur l'essentiel, le superflu et l'incontournable. Pour des petits matins de week-end tout en plaisirs et en culture.



C'est bien meilleur le matin

Samedi 6 h 04 à 10 h
Dimanche 6 h 04 à 9 h

Réalisation : Louise Carrière

Radio-Canada
CBF 690